

Mars 2021 AJ Famille

LE PASSAGE D'UN TITRE DE SÉJOUR À UN AUTRE

par Morade Zouine
Avocat

Le parcours migratoire d'un étranger en France est assez rarement rectiligne.

Entré sur le territoire national sous un statut, sa situation personnelle peut connaître des évolutions le conduisant à revoir ses plans et à modifier le statut d'origine.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les titres de séjour prévus par la législation française, ce qui rend d'autant plus complexe le choix par l'étranger du titre de séjour correspondant à sa situation.

La définition qu'en donne le ministère de l'intérieur laisse néanmoins entrevoir une nomenclature permettant de les classer.

Un titre de séjour est, selon le ministère, un document assurant la reconnaissance par l'autorité publique du droit à séjourner sur le territoire national pour un ressortissant étranger majeur. Il se définit par sa nature juridique, son motif d'admission et sa durée de validité.

Les statistiques annuelles publiées sur le site internet du ministère de l'intérieur classent les titres de séjour selon quatre motifs : économique, familial, étudiants, « divers » et humanitaire.

Le nouveau code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) (tel que modifié par ord. n° 2020-1733 du 16 déc. 2020 et qui entrera en vigueur le 1^{er} mai 2021) reprend cette nomenclature et contient, dans son livre IV intitulé « Séjour en France », un titre II intitulé « Catégories de titres de séjour », qui comprend lui-même six chapitres : titres de séjour pour motif professionnel, pour motif d'études, pour motif familial, titres de séjour accordés aux bénéficiaires d'une protection internationale, titres de séjour pour motif humanitaire, titres de séjour délivrés pour un autre motif¹.

L'architecture du futur code s'articule ainsi davantage autour du motif du titre de séjour que de sa durée et prévoit même des dispositions sur le passage d'un titre de séjour à un autre.

■ Le principe du changement de statut codifié dans le nouveau CESEDA

Le passage d'un titre de séjour à un autre, plus communément appelé « changement de statut », obéissait jusque-là à un régime davantage façonné par la pratique, à l'exception de quelques dispositions concernant notamment le passage du statut d'étudiant à celui de salarié ou d'entrepreneur.

Le nouveau CESEDA, qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2021, lui consacre une section intitulée « Obtention d'un nouveau titre de séjour avec changement de motif », qui comprend un article unique, en l'espèce l'art. L. 433-6 du futur CESEDA qui dispose :

« L'étranger qui sollicite la délivrance d'une carte de séjour temporaire ou pluriannuelle sur un autre fondement que celui au titre duquel lui a été délivré la carte de séjour ou le visa de long séjour mentionné au 2° de l'art. L. 411-1, se voit délivrer le titre demandé lorsque les conditions de délivrance, correspondant au motif de séjour invoqué, sont remplies, sans que soit opposable la condition prévue à l'art. L. 412-1. Lorsque l'étranger sollicite la délivrance d'une première carte de séjour pluriannuelle dans les conditions prévues au présent article, il doit en outre justifier du respect des conditions prévues au 1° de l'art. L. 433-4.

Le présent article ne s'applique pas aux titres de séjour prévus aux art. L. 421-2 et L. 421-6 ».

Consacrant la pratique du changement de statut, ces dispositions confirment qu'un étranger peut changer de motif d'admission au séjour à condition de justifier qu'il remplit les conditions présidant à la délivrance du titre de séjour sollicité, sans qu'il soit tenu de présenter un visa de long séjour.

Ce raisonnement est le même pour l'étranger titulaire d'un visa de long séjour ou d'une carte de séjour temporaire et qui sollicite la délivrance d'une carte de séjour pluriannuelle sur un autre fondement : il peut obtenir un titre de séjour plus stable nonobstant le changement de statut, sauf dans le cas où il sollicite la délivrance d'une carte pluriannuelle mention « salarié » ou « entrepreneur/profession libérale », auquel cas un « palier » lui est imposé sous la forme d'une carte de séjour temporaire d'une durée d'un an portant ces mêmes mentions.

À noter que cette section figure dans un chapitre intitulé « Renouvellement des titres de séjour », ce qui n'est pas neutre puisque certaines juridictions administratives considèrent que le changement de statut n'équivaut pas à un renouvellement mais à une première demande, raisonnement qui a pour effet d'écarter la présomption d'urgence reconnue par le Conseil d'État² à l'étranger qui saisit le juge des référés d'une demande de suspension d'un refus de renouvellement de titre de séjour.

■ Le changement de statut d'étudiant à salarié ou entrepreneur/profession libérale

Le CESEDA actuel contient des dispositions régissant le changement de statut des étudiants souhaitant exercer une activité salariée ou non salariée, soit dans le cadre d'une transition directe, soit à l'issue d'une période « tampon » permettant à l'étranger de préparer son changement de statut.

Transition directe - L'art. L. 313-10 CESEDA prévoit une transition « directe » : l'étudiant ayant obtenu un diplôme au moins équivalent au grade de master peut se voir délivrer une carte de séjour temporaire « salarié » ou « travailleur temporaire » sans que lui soit opposable la situation de l'emploi s'il présente un contrat de travail en relation avec sa formation et assorti d'une rémunération supérieure à 1,5 fois le SMIC.

Cette disposition est reprise à l'art. L. 421-4 du futur CESEDA, mais sa rédaction maladroite laisse penser que l'inopposabilité de la situation de l'emploi n'est

(1) v. tableau ci-contre.

(2) CE 14 mars 2001, M^{me} Ameur, n° 229773, Lebon ; D. 2001. 1364.

prévue que si la demande concerne un métier et une zone géographique caractérisés par des difficultés de recrutement.

Certaines cartes de séjour pluriannuelles, prévues à l'art. L. 313-20 de l'actuel CESEDA, portant la mention « passeport talent » peuvent également être délivrées aux étudiants immédiatement après la fin de leurs études :

- le passeport talent « salarié qualifié » (délivré aux titulaires d'un diplôme équivalent au master et justifiant d'une rémunération au moins égale à 2 SMIC) ;
- le passeport talent « emploi hautement qualifié » (diplôme sanctionnant trois années d'études supérieures et rémunération annuelle supérieure à 3 SMIC) ;
- le passeport talent « chercheur » (étranger titulaire d'un diplôme équivalent au master qui mène des travaux de recherche ou dispense un enseignement de niveau universitaire, dans le cadre d'une convention d'accueil signée avec un organisme public ou privé ayant une mission de recherche ou d'enseignement supérieur) ;
- le passeport talent « création d'entreprise » (délivré aux étrangers titulaires d'un diplôme équivalent au master justifiant d'un projet réel et sérieux de création d'entreprise – commerciale, artisanale ou industrielle – en France).

Les art. L. 421-19 s. du futur CESEDA reprennent ces catégories en leur consacrant chacun un article.

Transition par la délivrance de la carte de séjour « recherche d'emploi ou création d'entreprise » - Créée par la loi n° 2018-778 du 10 sept. 2018 dite « loi Collomb » à l'art. L. 313-8 de l'actuel CESEDA, cette carte de séjour d'une durée d'un an non renouvelable a remplacé l'autorisation provisoire de séjour qui était prévue à l'art. L. 311-11 du même code, permettant aux étudiants en fin de cursus de rechercher un emploi en relation avec leur formation.

Elle est délivrée aux étrangers admis au séjour en qualité d'étudiant ayant obtenu dans un établissement d'enseignement supérieur habilité au plan national un diplôme au moins équivalent au master, ainsi qu'au titulaire d'une carte de séjour pluriannuelle portant la mention « chercheur » ayant achevé ses travaux de recherche.

Cette carte permet à ces étudiants ou chercheurs de compléter leur formation par une première expérience professionnelle à condition d'exercer un emploi en relation avec leur formation ou leurs recherches, assorti d'une rémunération mensuelle supérieure à 1,5 SMIC.

À l'expiration du titre de séjour, ils pourront solliciter leur changement de statut en vue de la délivrance d'une carte de séjour temporaire mention « salarié » ou une carte de séjour pluriannuelle mention « passeport-talent » salarié qualifié, emploi hautement qualifié ou chercheur.

La carte de séjour « recherche d'emploi ou création d'entreprise » permet également aux étudiants ou chercheurs, qui justifient d'un projet de création d'entreprise dans un domaine correspondant à leur formation ou à leurs recherches, de concrétiser leur projet durant la période de validité du titre puis, à son expiration, de solliciter la délivrance d'une carte de séjour mention « entrepreneur/profession libérale » ou le passeport talent « créateur d'entreprise ».

À noter que le législateur a innové en permettant à l'étranger titulaire d'un diplôme au moins équivalent au master qui, à l'issue de ses études, a quitté le territoire national de bénéficier de cette carte dans un délai maximal de quatre ans à compter de l'obtention dudit diplôme en France (art. L. 422-14).

Il sera enfin précisé que le nouveau CESEDA reprend aux art. L. 422-8 à L. 422-14 l'ensemble de ces dispositions dans une section intitulée « Étudiant ou chercheur étranger prolongeant son séjour ou revenant sur le territoire ».

L'architecture du futur CESEDA s'articule davantage autour du motif du titre de séjour que de sa durée et prévoit même des dispositions sur le passage d'un titre de séjour à un autre

CATÉGORIES DES TITRES DE SÉJOUR DANS LE NOUVEAU CESEDA À COMPTER DU 1^{ER} MAI 2021

Remarques - L'étranger qui demande un titre de séjour se voit délivrer une attestation valant autorisation provisoire de séjour jusqu'à ce que le préfet ait statué après avis de la commission du titre de séjour (CESEDA, nouv. art. L. 432-15 ; R. 432-9).

On notera également qu'il n'y a pas d'autorisation provisoire de séjour dans le cadre « professionnel » ou « étudiant », sauf accords bilatéraux (au nombre de 12¹) et missions de volontariat.

Titres de séjour

Titres de séjour pour motif professionnel (L. 421-1 à L. 421-35 ; R. 421-1 à R. 421-60)

- Étranger exerçant une activité salariée (L. 421-1 à L. 421-4 ; R. 421-1 à D. 421-6) :
 - étranger salarié sous contrat de travail à durée indéterminée : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « salarié » (L. 421-1 à L. 421-2 ; R. 421-1 à R. 421-3)
 - étranger salarié sous contrat de travail à durée déterminée : carte de séjour temporaire « travailleur temporaire » (L. 421-3 ; R. 421-4 à R. 421-5)
 - étudiant étranger exerçant un emploi salarié (L. 421-4 ; D. 421-6)
 - dispositions communes (L. 421-4)
- Étranger exerçant une activité non salariée : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « entrepreneur/ profession libérale » (L. 421-5 à L. 421-6 ; R. 421-7 à R. 421-10)

(1) Bénin, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Cap-Vert, Gabon, Géorgie, Inde, Maurice, Monténégro, République du Congo (Brazzaville), Serbie, Tunisie.

■ **Étranger bénéficiaire du « passeport talent »** : carte de séjour pluriannuelle « passeport talent [...] », (L. 421-7 à L. 421-25 ; R. 421-11 à R. 421-37) :

- dispositions communes (L. 421-7 à L. 421-8 ; R. 421-11 à R. 421-15)
- **salariés qualifiés** (L. 421-9 à L. 421-13 ; D. 421-16 à R. 421-25) :
 - étranger diplômé exerçant une activité professionnelle ou salarié d'une jeune entreprise innovante (D. 421-16 à D. 421-20)
 - carte de séjour pluriannuelle « passeport talent - Carte bleue européenne » (R. 421-21 à R. 421-25)
- **chercheurs** : carte de séjour pluriannuelle « passeport talent - chercheur » ou « passeport talent-chercheur - programme de mobilité » (L. 421-14 à L. 421-15 ; R. 421-26 à D. 421-32)
- **création d'entreprise et investissement** (L. 421-16 à L. 421-18 ; R. 421-33 à R. 421-36)
- **représentant légal d'un établissement établi en France** (L. 421-19)
- **profession artistique** (L. 421-20)
- **renommée internationale** (L. 421-21)
- **membres de famille des étrangers titulaires de la carte de séjour pluriannuelle « passeport talent », « passeport talent - carte bleue européenne », « passeport talent - chercheur » ou « passeport talent - chercheur - programme de mobilité »** : carte de séjour pluriannuelle portant la mention « passeport talent (famille) » (L. 421-22 à L. 421-25 ; R. 421-37)

NB : dans l'attente de la délivrance du titre, le préfet délivre une autorisation provisoire de séjour d'une durée maximale de six mois (R. 421-11).

■ **Étranger effectuant un détachement temporaire intragroupe** (L. 421-26 à L. 421-33 ; R. 421-38 à R. 421-58) :

- étranger résidant hors de l'UE ou ayant été admis au séjour dans un autre État membre et membres de famille : carte de séjour pluriannuelle « salarié détaché [...] » (L. 421-26 à L. 421-29 ; R. 421-38 à R. 421-50)
- étranger effectuant un stage dans un établissement ou entreprise du même groupe qui l'emploie et membres de famille : carte de séjour temporaire « stagiaire [...] » (L. 421-30 à L. 421-33 ; R. 421-51 à R. 421-58)

■ **Étranger exerçant un emploi à caractère saisonnier** : carte de séjour pluriannuelle « travailleur saisonnier » (L. 421-34 ; R. 421-59 à R. 421-60)

■ **Étranger âgé de 16 à 18 ans déclarant vouloir exercer une activité professionnelle** (L. 421-35 ; R. 421-55)

Titres de séjour pour motif d'études (L. 422-1 à L. 422-14 ; R. 422-1 à D. 422-13)

■ **Étranger étudiant en France** : carte de séjour temporaire portant la mention « étudiant » (L. 422-1 à L. 422-3 ; R. 422-1 à R. 422-7)

■ **Étranger inscrit dans un programme de mobilité** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « étudiant-programme de mobilité » (L. 422-4 à L. 422-7 ; R. 422-1 à D. 422-6 ; R. 422-8 à R. 422-11)

■ **Étudiant ou chercheur étranger prolongeant son séjour ou revenant sur le territoire** : carte de séjour temporaire « recherche d'emploi ou création d'entreprise » (L. 422-8 à L. 422-14 ; R. 422-12 à D. 422-13) :

- dispositions communes (L. 422-8 à L. 422-9)
- prolongation du séjour des étudiants et chercheurs (L. 422-10 à L. 422-13 ; R. 422-12 à D. 422-13)
- étranger ayant quitté le territoire français à l'issue de ses études et revenant en France (L. 422-14 ; R. 422-12 à D. 422-13)

Titres de séjour pour motif familial (L. 423-1 à L. 423-23 ; R. 423-1 à R. 423-5)

■ **Étranger conjoint de Français** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » ou carte de résident (L. 423-1 à L. 423-6 ; R. 423-1 à R. 423-2)

■ **Étranger parent d'un Français** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » ou carte de résident (L. 423-7 à L. 423-11 ; R. 423-3)

■ **Enfant étranger d'un Français** : carte de résident (L. 423-12)

■ **Étranger né en France** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » (L. 423-13)

■ **Étranger autorisé à séjourner en France au titre du regroupement familial** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » ou carte de résident (L. 423-14 à L. 423-20 ; R. 423-4)

■ **Étranger résidant en France depuis l'âge de 13 ans** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » (L. 423-21)

■ **Étranger confié au service de l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » (L. 423-22)

NB : l'enfant confié à l'ASE à compter de ses 16 ans peut bénéficier d'une admission exceptionnelle au séjour : L. 435-3

■ **Étranger ayant des liens personnels et familiaux en France** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » (L. 423-23 ; R. 423-5)

Titres de séjour accordé aux bénéficiaires d'une protection internationale (L. 424-1 à L. 424-21 ; R. 424-1 à R. 424-12)

■ **Réfugiés** : carte de résident ou « résident de longue durée-UE » (L. 424-1 à L. 424-8 ; R. 424-1 à R. 424-6)

- Bénéficiaires de la **protection subsidiaire** : carte de séjour pluriannuelle « bénéficiaire de la protection subsidiaire » ou carte de résident ou « résident de longue durée-UE » (L. 424-9 à L. 424-17 ; R. 424-7 à R. 424-12)
- Bénéficiaires du statut d'**apatride** : carte de séjour pluriannuelle « bénéficiaire du statut d'apatride » ou carte de résident (L. 424-18 à L. 424-21)

Titres de séjour pour motif humanitaire (L. 425-1 à L. 425-10 ; R. 425-1 à R. 425-14)

- Étranger victime de **traite des êtres humains** ou de **proxénétisme** ou engagé dans un **parcours de sortie de la prostitution** : carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » ou carte de résident (L. 425-1 à L. 425-5 ; R. 425-1 à R. 425-14)
NB : l'étranger victime des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme peut se voir délivrer une autorisation provisoire de séjour d'une durée minimale de six mois (L. 425-4).
- Étranger placé sous **ordonnance de protection** : carte de séjour temporaire « vie privée et familiale » ou carte de résident (L. 425-6 à L. 425-8)
- Étranger dont l'état de santé nécessite une **prise en charge médicale** : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » (L. 425-9 à L. 425-10 ; R. 425-11 à R. 425-14)
NB : les parents étrangers (ou titulaires de l'autorité parentale) de l'étranger mineur malade peuvent se voir délivrer une autorisation provisoire de séjour d'une durée maximale de six mois (L. 425-10).

Titres de séjour délivrés pour un autre motif (L. 426-1 à L. 426-23 ; R. 426-1 à R. 426-22)

- Étranger ayant des **liens particuliers avec la France** (L. 426-1 à L. 426-4 ; R. 426-1) :
 - étranger remplissant les conditions d'acquisition de la **nationalité française** : carte de résident (L. 426-1)
 - étranger ayant **combattu dans l'armée française**, les rangs des forces françaises de l'intérieur, une armée alliée ou la Légion étrangère : carte de résident (L. 426-2 à L. 426-3 ; R. 426-1)
 - **carte de résident permanent** : carte de « résident de longue durée-UE » (L. 426-4)
- Étranger titulaire d'une **rente ou d'une pension de retraite** (L. 426-5 à L. 426-10) :
 - étranger titulaire d'une **rente d'accident du travail ou de maladie professionnelle** : carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » ou carte de résident (L. 426-5 à L. 426-7)
 - **étranger retraité** : carte de séjour « retraité » ou carte de résident (L. 426-8 à L. 426-10 ; R. 426-2 à R. 426-3)
- Étranger titulaire du **statut de résident longue durée - UE** dans un autre État membre de l'UE et membres de famille (L. 426-11 à L. 426-16) :
 - étranger titulaire du statut de **résident longue durée - UE** dans un autre État membre de l'UE : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « salarié », « travailleur temporaire » ou « entrepreneur/ profession libérale », « étudiant », « visiteur », « passeport talent-chercheur », « passeport talent » (L. 426-11 ; R. 426-4 à R. 426-5)
 - **conjoint et enfant** de l'étranger titulaire du statut de résident longue durée - UE dans un autre État membre de l'UE : carte de séjour temporaire ou pluriannuelle « vie privée et familiale » (L. 426-12 à L. 426-16 ; R. 426-6)
- Étranger justifiant d'une **résidence régulière ininterrompue en France**, d'un certain niveau de ressources et d'une assurance maladie : carte « résident de longue durée - UE » (L. 426-17 à L. 426-19 ; R. 426-7 à R. 426-8)
- Étranger **visiteur** (L. 426-20) : carte de séjour temporaire « visiteur »
- Étranger **séjournant temporairement sur le territoire français** (L. 426-21 à L. 426-23 ; R. 426-9 à R. 426-22) :
 - étranger effectuant une **mission de volontariat en France** : autorisation provisoire de séjour (L. 426-21 ; R. 426-9 à D. 426-12)
 - étranger effectuant un **séjour de jeune au pair** : carte de séjour temporaire « jeune au pair » (L. 426-22 ; R. 426-13 à R. 426-15)
 - étranger **stagiaire** : carte de séjour temporaire « stagiaire » (L. 426-23 ; R. 426-16 à R. 426-22)

Admission exceptionnelle au séjour

Pouvoir discrétionnaire que détient sans texte le préfet de régulariser tout étranger tant qu'aucune disposition ne le lui interdit (L. 435-1 à L. 435-3)

- Étranger dont l'admission au séjour répond à des **considérations humanitaires** ou se justifie au regard des motifs exceptionnels : carte de séjour temporaire « salarié », « travailleur temporaire » ou « vie privée et familiale » (L. 435-1)
- Étranger **accueilli par les organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires** (CASF, art. L. 265-1) et y justifiant de trois années d'activité ininterrompue : carte de séjour temporaire « salarié », « travailleur temporaire » ou « vie privée et familiale » (L. 435-2).
- Étranger qui a été confié à l'**aide sociale à l'enfance** entre l'âge de 16 ans et l'âge de 18 ans et qui justifie suivre depuis au moins six mois une formation destinée à lui apporter une qualification professionnelle : carte de séjour temporaire « salarié » ou « travailleur temporaire » (L. 435-1)

(2) Morade Zouine relève que la nouvelle codification a totalement sorti l'admission exceptionnelle au séjour des « catégories de titre de séjour » en la plaçant dans un titre II « procédure administrative » afin de marquer symboliquement le fait qu'elle ne constitue pas une catégorie distincte d'admission au séjour mais se borne à préciser les conditions dans lesquelles certains titres de séjour (VPF-salarié-travailleur temporaire) peuvent être délivrés à titre dérogatoire. Le gouvernement tire les conséquences de l'avis Lahouel du Conseil d'État du 2 mars 2012 (n° 355208), à l'origine de cet apport, et considère que l'admission exceptionnelle au séjour relève davantage de la procédure administrative que d'une catégorie de titre à part entière.

RUPTURE DU DROIT AU SÉJOUR DUE AUX DÉLAIS EXCESSIFS DE CONVOCATION ET DÉMATÉRIALISATION DE L'ACCÈS AUX GUICHETS

par Morade Zouine
Avocat

Dans son rapport publié le 16 juill. 2019 intitulé « Dématérialisation et inégalités d'accès aux services publics », le Défenseur des droits formule des recommandations pour que le processus transformation numérique, décrit comme « inéluctable, et fondamentalement positif pour la qualité du service public », respecte « les objectifs de services publics sans laisser personne de côté ».

Il consacre une partie de son rapport à la situation des étrangers, dont les droits sont mis en péril par la saturation des plages de rendez-vous et relève que trente préfectures ont rendu obligatoire la demande de rendez-vous par internet pour le dépôt des demandes de titre de séjour.

Or, le Conseil d'État¹, saisi par la Cimade, la Ligue des droits de l'homme, le GISTI et le syndicat des avocats de France, a pris une position très claire en validant certes la légalité du décret n° 2016-685 du 27 mai 2016 « autorisant les téléservices tendant à la mise en œuvre du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique », mais en précisant qu'il « n'a pas pour objet et ne saurait avoir légalement pour effet de rendre obligatoire la saisine de l'administration par voie électronique ».

La file d'attente « virtuelle » étant très longue, de nombreux usagers découvrent que les rendez-vous sont fixés plusieurs mois plus tard, parfois au-delà de la date d'expiration de leur droit au séjour, ce qui les fait basculer dans l'irrégularité

Ces associations ont tiré profit de cette position et ont initié des contentieux pour contraindre les préfectures ayant opté pour le tout numérique d'ouvrir des alternatives.

L'un d'eux a été fructueux puisque le tribunal administratif de Rouen a annulé par jugement du 18 févr. 2021 (n° 2001687) l'arrêté en date du 6 mars 2020 par lequel le préfet de la Seine-Maritime a fixé les modalités de dépôt de certaines caté-

gories de titres de séjour, en prévoyant l'obligation de déposer certaines demandes de titre de séjour par voie dématérialisée, en jugeant que les démarches la matière sont exclues du champ d'application de la mise en œuvre des téléservices.

■ Files d'attente virtuelles invisibles mais de plus en plus longues

Les étrangers résidant en France sous couvert d'un titre de séjour doivent en solliciter le renouvellement dans les deux mois qui précèdent sa date d'expiration².

La file d'attente « virtuelle » étant très longue, de nombreux usagers découvrent que les rendez-vous sont fixés plusieurs mois plus tard, parfois au-delà de la date d'expiration de leur droit au séjour, ce qui les fait basculer dans l'irrégularité.

Le 10 juill. 2020³, le Défenseur des droits a adressé des recommandations au ministre de l'Intérieur, parmi lesquelles celle de renoncer à des téléprocédures lorsqu'elles impliquent des délais déraison-

nables (supérieurs à deux mois) entre la délivrance de la convocation et la date du rendez-vous fixé ou lorsque les plages horaires de rendez-vous sont systématiquement complètes quelques jours après leur mise en ligne.

Les délais de convocation observés sont assez souvent excessifs et, pour certaines préfectures, la prise de rendez-vous est quasiment impossible, situation à l'origine d'un contentieux nourri qui a amené le Conseil d'État à dessiner les contours de l'office du juge saisi par un usager étant dans l'impossibilité d'accéder aux guichets : le référé « mesure utile » est consacré comme la voie de recours idoine⁴ pour contraindre l'administration à fixer un rendez-vous et, dans les cas d'urgence immédiate, d'avancer un rendez-vous jugé trop lointain⁵.

La marche vers la dématérialisation totale semble toutefois inéluctable à en croire le ministère de l'Intérieur. Répondant à une question parlementaire du sénateur Gilbert-Luc Devinaz publiée le 3 oct. 2019⁶, sur les conséquences de la dématérialisation sur l'accueil des étrangers, le ministre de l'Intérieur⁷ annonçait déjà le déploiement du programme de dématérialisation des procédures dénommé « administration numérique des étrangers en France », lequel autorise dès 2020, pour les premières demandes et renouvellement de titres étudiant, le dépôt en ligne des dossiers.

■ Ajustements apportés par les pouvoirs publics : prorogations législatives et réglementaires

Le législateur a tenté de remédier à ces problèmes en créant une prorogation automatique de certains titres de séjour entre leur date d'expiration et la date du rendez-vous de renouvellement, dans la limite de trois mois, l'étranger conservant dans ce délai l'intégralité des droits attachés à son titre.

L'art. L. 311-4 CESEDA (futur art. L. 433-3 à compter du

(1) CE 27 nov. 2019, n° 422516, Lebon T.

(2) CESEDA, art. R. 311-2, 4° (qui deviendra art. R. 431-5, 4° qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2021).

(3) Décision du Défenseur des droits n° 2020-142.

(4) CE 10 juin 2020, n° 435594.

(5) CE 1^{er} juill. 2020, n° 436288, Lebon T.

(6) Question. min. n° 12409, JO Sénat 3 oct. 2019.

(7) Rép. min. n° 12409, JO Sénat 12 déc. 2019.

1^{er} mai 2021) prévoit en son alinéa 2 que cette prorogation s'applique aux titulaires de la carte pluriannuelle d'une durée de quatre ans, de la carte de résident ou d'un titre de séjour d'une durée supérieure à un an prévu par une stipulation internationale.

Le dernier alinéa de cet article prévoit un dispositif expérimental qui n'est, à l'heure de ces lignes, plus d'actualité puisqu'il ne s'appliquait que jusqu'au 31 déc. 2020.

Il dispose que cette prorogation est possible pour les autres titres de séjour dans des départements dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de l'immigration.

Il sera noté que le futur art. L. 433-3 CESEDA a repris cette disposition sans la limiter dans le temps.

■ Impact de la crise sanitaire sur les délais de convocation

Pour préserver les droits des usagers étrangers durant le premier confinement, l'ordonnance du 25 mars 2020 « portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour » a prorogé automatiquement de 90 jours certains titres de séjour expirant entre le 16 mars et le 15 mai 2020.

Sont concernés les étrangers titulaires de visas de long séjour, de titres de séjour, à l'exception de ceux délivrés au personnel diplomatique étranger, d'autorisations provisoires de séjour, de récépissés de demandes de titres de séjour et d'attestations de demande d'asile.

(8) CESEDA, art. L. 511-4 (futur art. L. 611-3).

Ce délai a été porté à 180 jours par l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avr. 2020 « portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 », à l'exception des attestations de demande d'asile, tandis que la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 « relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne » a étendu cette prorogation aux documents précités expirant entre le 15 mai et le 15 juin 2020.

■ Conséquences graves de la rupture du droit au séjour

En cas de rupture de son droit au séjour, l'étranger perd tous ses droits sociaux : droit de travailler, droit de circuler, droit de percevoir des prestations sociales...

S'agissant des prestations sociales soumises à une certaine durée de séjour régulier, les compteurs sont remis à zéro (il faut par exemple justifier de cinq années de séjour régulier sous couvert d'un titre de séjour autorisant à travailler pour prétendre au bénéfice du RSA, et dix années pour prétendre au bénéfice de l'allocation de solidarité aux personnes âgées).

Sur le plan du séjour, l'étranger redevient un « primo-arrivant » : il doit donc justifier de toutes les conditions requises pour prétendre à un titre de séjour et perd le bénéfice de son entrée sous couvert d'un visa de long séjour le cas échéant.

Il perd également le bénéfice des années passées en séjour régulier, qui lui ouvrent le droit de solliciter la délivrance d'une carte de résident, voire la naturalisation (cinq années de séjour régulier en principe).

Enfin, il s'expose à faire l'objet d'une mesure d'éloignement, sauf s'il fait partie des étrangers protégés contre une telle mesure⁹.

Ces vicissitudes poussent à la réflexion : notre société s'efforce d'assurer le retour de l'humain face au tout-numérique dans les entreprises, amplifié par le recours contraint au télétravail. Elle gagnerait à faire de même face au tout-numérique dans les administrations.

LE SÉJOUR DES MEMBRES DE LA FAMILLE : REGARD SUR LA JURISPRUDENCE RÉCENTE DE LA CJUE

par Fabienne Jault-Seseke

Professeur à l'université Paris-Saclay, UVSQ, DANTE

L'immigration familiale bien qu'entravée par la crise sanitaire¹ représente une part importante des flux migratoires. Les règles européennes qui l'encadrent sont nombreuses, que ce soit dans le cadre strict du regroupement familial avec la directive n° 2003/86

(1.) Le Conseil d'État vient cependant de suspendre la décision de geler la délivrance de visas pour rapprochement familial (CE, ord., 21 janv. 2021, n° 447878, AJ fam. 2021. 75). – V. le décret n° 2021-99 du 30 janv. 2021 (JO du 31) qui, depuis, interdit les déplacements de personnes entre le territoire métropolitain et un pays étranger autre que ceux de l'Union européenne, Andorre, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège, Saint-Marin, le Saint-Siège ou la Suisse, sauf, notamment, s'ils sont fondés sur un motif impérieux d'ordre personnel ou familial.

(2.) Direct. CE n° 2003-86 du 22 sept. 2003 relative au droit au regroupement familial.

ou au prisme de la citoyenneté européenne lorsque l'intéressé est membre de la famille d'un citoyen européen. Dans ce dernier cas, il convient de distinguer selon que le citoyen européen a ou non quitté son État d'origine en faisant usage de sa liberté de circulation. S'il a circulé, les règles issues de la directive n° 2004/38² s'appliquent. À défaut, on se réfère au statut du citoyen européen défini à partir de l'art. 20 du TFUE.

La jurisprudence de la Cour de justice s'est révélée plutôt protectrice de l'immigration familiale même si sa cohérence est discutable. En voici un récapitulatif sommaire ordonné suivant les textes en cause.

■ La famille du ressortissant d'un État tiers

La directive n° 2003/86 énonce les conditions générales du regroupement familial (logement, ressources, intégration...³).

Regroupement familial : marge d'appréciation limitée des États - Dès l'origine, la CJUE a limité la marge d'appréciation des États en les obligeant dans différentes hypothèses à autoriser le regroupement familial⁴. Plus récemment, elle a interprété la directive à la lumière de l'art. 7 de la Charte des droits fondamentaux, ce qui conduit à examiner les demandes aux fins de favoriser la vie familiale⁵. Cet objectif a conduit la Cour à affirmer que la minorité s'apprécie à la date de la demande d'entrée et de séjour et non à la date de la décision⁶; ce qui empêche de déclarer irrecevable le recours dirigé contre le rejet d'une demande de regroupement familial au motif que l'enfant est devenu majeur au cours de la procédure juridictionnelle⁷.

Un examen individualisé par principe - La Cour refuse toute application rigide des conditions mises au regroupement en exigeant, par principe, un examen individualisé des demandes. Ainsi, il est nécessaire d'apprécier les capacités concrètes du regroupant à prendre le regroupé en charge, notamment ses ressources⁸, et de prendre en compte la vulnérabilité des intéressés. Parallèlement, se trouve condamné le rejet automatique de la demande au motif de l'absence de documents officiels permettant d'attester de la relation familiale⁹. Dans cette hypothèse, les autorités doivent évaluer la réalité de la relation familiale en fonction des éléments fournis par le demandeur (étant entendu qu'on attend de lui qu'il communique tout ce dont il dispose et qu'il s'explique sur l'absence de pièces), mais aussi des informations générales sur la situation dans le pays d'origine, et en prenant en considération l'intérêt supérieur des enfants concernés et le « souci de favoriser la vie familiale ». Il est également interdit de déduire une menace à l'ordre public de la seule existence de condamnations pénales¹⁰. Le principe de l'examen individuel joue le plus souvent en faveur de l'étranger mais ce n'est pas systématique : il conduit à écarter la législation nationale

qui prévoit l'octroi automatique du droit de séjour à l'expiration du délai de six mois à compter du dépôt de la demande¹¹. En effet, un droit au séjour ne peut être accordé sans qu'une vérification des liens familiaux n'ait été faite.

L'ordre public, un obstacle au regroupement familial - Une

tendance moins favorable au regroupement familial transparaît dans l'arrêt *GS et VG* qui permet de rejeter la demande pour des « raisons d'ordre public », sans avoir à établir une « menace réelle, actuelle et suffisamment grave » à l'ordre public, à la différence de ce que requiert la directive n° 2004/38¹². Cette différence de régime est d'autant plus surprenante que l'affaire concernait un membre de la famille d'un citoyen européen qui, faute de circulation du citoyen, ne relevait pas de la directive n° 2004/38, et qui ne relevait de la directive n° 2003/86 qu'en raison de son extension opérée par la loi néerlandaise aux membres de la famille des Néerlandais¹³.

■ La famille du citoyen européen ayant circulé

Il faut se placer dans le cadre de la liberté de circulation des citoyens européens mise en musique par la directive n° 2004/38 (transposée à l'art. L. 121-3 CESEDA ; futur art. L. 233-2).

Souplesse des conditions - Les règles sont plus souples que dans l'hypothèse précédente (autre l'appréciation de l'ordre public - v. *supra* -, aucune condition de logement ou d'intégration n'est sus-

ceptible d'être opposable), mais il existe certains points communs. Ainsi, aucun titre ne peut être délivré sans un examen individualisé¹⁴.

Les membres de la famille - Les membres de la famille, bénéficiaires d'un droit de séjour dérivé de celui du citoyen, sont entendus plus largement que dans le cadre du regroupement familial *stricto sensu* et la Cour contribue à élargir le cercle des bénéficiaires. À suivre la lettre du texte, il s'agit du conjoint et des descendants directs ; ce qui, la CJUE l'a précisé, ne couvre pas l'enfant placé sous *kafala*¹⁵. Néanmoins, les autres membres de la famille menant une vie familiale effective avec le citoyen dont ils sont dépendants doivent recevoir un titre de séjour afin d'assurer le respect de la vie familiale. La Cour retient ainsi une solution paradoxale : la *kafala* ne crée pas un lien de famille ouvrant droit directement à un titre de séjour mais la nécessité de protéger la vie familiale effective qui en résulte empêche l'État de refuser la délivrance du titre¹⁶.

Les ressources - Concernant les ressources qui conditionnent le séjour de plus de trois mois, on sait depuis l'arrêt *Zhu et Chen*¹⁷, et donc avant même la directive n° 2004/38, qu'elles peuvent, pour les citoyens mineurs, être celles de leur parent ressortissant d'État tiers, y compris, lit-on dans l'arrêt *Bajratari*¹⁸, s'il s'agit de revenus tirés d'un emploi illégal, le parent n'ayant ni titre de séjour ni permis de travail, mais - nouveau paradoxe - la Cour de justice s'inquiète de la stabilité de ce type de revenus. Dans l'affaire *Bajratari*, cela faisait dix ans que les besoins de la famille étaient assurés sans recours au système d'assistance sociale de l'État d'accueil, ce qui justifiait de considérer la condition de ressources comme satisfaites. On est ici dans une situation où il serait opportun que le parent ayant la garde effective du citoyen européen obtienne un droit de séjour dérivé, ce qui permettrait d'éviter sa clandestinité et le cercle vicieux qui en résulte.

(3) V. art. L. 411-1 s. CESEDA et futurs art. L. 434-1 s. nouveau CESEDA à compter du 1^{er} mai 2021.

(4) CJCE 27 juin 2006, *Parlement c/ Conseil*, C-540/03, point 60, D. 2006. 1988 ; RTD eur. 2006. 673, étude B. Masson et CJUE 4 mars 2010, *Chakroun*, C-578/08, point 41.

(5) CJUE, 21 avr. 2016, *Khachab*, C-558/14.

(6) CJUE 12 avr. 2018, C-550/16, *AJ fam.* 2018. 352, obs. J. Houssier ; D. 2018. 850 ; RTD eur. 2019. 195, obs. S. Barbou des Places.

(7) CJUE, 3^e ch. 16 juill. 2020, C-133/19, D. 2020. 1521.

(8) Y compris futures. En ce sens, V. l'arrêt *Kachab*, préc., autorisant à évaluer les ressources futures de la famille afin de limiter le risque de recours à l'aide sociale, une fois le regroupement familial effectué.

(9) CJUE, 13 mars 2019, E., C-635/17.

(10) CJUE, 12 déc. 2019, G.S. et V.G., C-381/18 et C-382/18.

(11) CJUE, 3 oct. 2019, X, C-302/18.

(12) Direct. CE n° 2004/38 du 29 avr. 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le Règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE.

(13) Il est loisible aux États d'appliquer la directive 2003/86 aux membres de la famille d'un citoyen européen, ce qui rend alors la CJUE compétente pour l'interpréter (CJUE, 7 nov. 2018, C et A, C-257/17).

(14) CJUE, 27 juin 2018, *Diallo*, C-246/17.

(15) CJUE, 26 mars 2019, *SM*, C-129/18, *AJ fam.* 2019. 283, obs. J. Houssier ; D. 2019. 642 ; Rev. crit. DIP 2019. 768, note P. Hamnne.

(16) Dans le même sens, Comité des droits de l'enfant des Nations unies se fondant sur les liens de *facto* développés sur la base de la *kafala* (C.D.E., constatation du 27 sept. 2018, Y.B. et N.S. c/ Belgique, n° 12/2017/1813274, point 8.11.)

(17) CJCE 19 oct. 2004, C-200/02, D. 2004. 3036.

(18) CJUE 2 oct. 2019, *Bajratari*, C-93/18, RTD eur. 2020. 734, obs. V. Réveillère.

La jurisprudence de la Cour de justice s'est révélée plutôt protectrice de l'immigration familiale même si sa cohérence est discutable

■ La famille du citoyen européen n'ayant pas circulé

En France, le sort de la famille d'un Français est réglé à l'art. L. 313-11 (4° et 6°) CESEDA (futurs art. L.423-1 s.).

Depuis l'arrêt *Ruiz Zambrano*⁽¹⁹⁾, le droit primaire de l'Union européenne est susceptible de fonder directement le droit de séjour des membres de la famille du citoyen européen afin d'assurer au citoyen la jouissance effective de son statut. Cette solution est fondée sur les art. 20 et 21 du TFUE. Précisément, un droit de séjour devra être reconnu pour éviter que le citoyen soit contraint de quitter le territoire. Les conditions ont été affinées, arrêt après arrêt. La notion de « dépendance » en est le pivot⁽²⁰⁾. En raison de la vulnérabilité inhérente à la qualité d'enfant, cette jurisprudence conduit à admettre le plus souvent un

droit de séjour au profit du ressortissant d'État tiers parent d'un citoyen européen mineur⁽²¹⁾, voire au beau-parent⁽²²⁾. Elle permet également de passer outre la condition de ressources⁽²³⁾.

La situation du ressortissant d'État tiers, conjoint d'un citoyen européen, époux ou partenaire⁽²⁴⁾, est plus incertaine. L'arrêt *McCarthy*⁽²⁵⁾ a refusé de tirer des règles européennes un quelconque droit de séjour pour le conjoint, le citoyen étant certain de pouvoir demeurer dans l'Union, sans toutefois être assuré de pouvoir y mener sa vie familiale. Certes, à la lecture de l'arrêt *Coman*⁽²⁶⁾, on comprend que les États sont tenus d'attribuer un titre de séjour au conjoint de leurs ressortissants (en l'espèce, au conjoint homosexuel, alors même que l'État concerné interdit la célébration de mariages homosexuels). Cependant, l'affaire *Coman* concernait un citoyen européen dont la vie familiale effective s'était déroulée dans un autre État membre avant qu'il ne décide de retourner vivre dans son État d'origine. Or, dans ce contexte, la Cour s'est prononcée en faveur d'une application par analogie de la directive 2004/38 : les conditions d'octroi du droit de séjour dérivé aux membres de sa famille ne devraient pas, en principe, être plus strictes que celles prévues par la directive afin que le citoyen puisse poursuivre la vie de famille qu'il a développée ou consolidée dans un autre État membre⁽²⁷⁾.

En dehors de ce contexte, on retrouve l'exigence d'une relation de dépendance telle qu'elle conduirait le citoyen à quitter le territoire de l'Union en cas de refus d'un droit de séjour opposé à son conjoint. Or, pour la Cour, la relation de dépendance, exceptionnelle entre adultes⁽²⁸⁾, ne résulte pas de la seule obligation légale faite aux époux de vivre ensemble⁽²⁹⁾. En outre, la Cour estime que la dépendance doit être analysée en tenant compte de la possibilité que le citoyen – en l'espèce la citoyenne de l'Union – choisisse de suivre son époux dans son pays d'origine. On peine à comprendre cette solution, le statut du citoyen européen devrait lui conférer la liberté de vivre en famille dans l'Union indépendamment des choix qu'il peut faire à un moment ou à un autre.

Dans certains cas, le ressortissant d'État tiers est donc susceptible d'être mieux traité que le citoyen européen. La Cour aura à se prononcer prochainement sur cette question de la discrimination à rebours⁽³⁰⁾. Dans un autre registre, elle devra préciser le sort des membres de la famille des bénéficiaires de la protection subsidiaire qui ne font pas l'objet de règles européennes favorables, bien que nombreux soient les États, à l'instar de la France⁽³¹⁾, qui les traitent comme les réfugiés.

(19) CJUE, 8 mars 2011, C-34/09, D. 2011. 1325, note S. Corneloup ; Rev. crit. DIP 2012. 352, note J. Heymann.

(20) V. not. CJUE 10 mai 2017, *Chavez-Vilchez*, C-133/15, D. 2017. 1048 ; RTD eur. 2017. 585, obs. E. Pataut et CJUE 8 mai 2018, K.A., C-82/16, D. 2018. 1012 ; RTD eur. 2018. 668, obs. E. Pataut.

(21) CJUE, 8 nov. 2012, *Ida*, C-40/11 (RTD eur. 2013. 667, obs. F. Benoît-Rohmer) refusant de reconnaître un droit au séjour faute de vie effective et de dépendance.

(22) CJUE, 6 déc. 2012, O.S., C-356/11, RTD civ. 2013. 101, obs. J. Hauser.

(23) Arrêt *Chavez-Vilchez*, préc. V. not. E. Pataut, RTD eur. 2017. 585.

(24) CJUE, 12 juill. 2018, *Banger*, C-89/17, D. 2018. 1555 ; RTD eur. 2019. 403, obs. F. Benoît-Rohmer ; *ibid.* 717, obs. E. Pataut.

(25) CJUE, 5 mai 2011, C-484/09.

(26) CJUE, 5 juin 2018, *Coman*, C-673/16, AJ fam. 2018. 404, obs. G. Kessler ; D. 2018. 1674, note H. Fulchiron et A. Panet ; RTD civ. 2018. 858, obs. L. Usunier.

(27) CJUE, 12 mars 2014, O. et B., C-456/12, RTD eur. 2014. 787, obs. E. Pataut ; CJUE, 14 nov. 2017, *Lounes*, C-165/16, RTD eur. 2018. 587, étude J. Heymann ; *ibid.* 673, obs. E. Pataut. V. aussi l'arrêt *Chavez-Vilchez*, préc.

(28) Arrêt KA, préc.

(29) CJUE, 27 févr. 2020, *Subdelegación del Gobierno*, C-836/18, RTD eur. 2020. 721, obs. V. Réveillére.

(30) Aff. C-930/19.

(31) Depuis la loi n° 2018-778 du 10 sept. 2018.

ACCÈS AU SÉJOUR DES FAMILLES AVEC OU SANS ENFANTS

par Morade Zouine
Avocat

Les liens familiaux dont justifie un étranger sur le territoire national constituent un élément souvent déterminant dans son admission au séjour.

La « vie privée et familiale » a même donné son nom à une carte de séjour prévue à l'art. L. 313-11 de l'actuel code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), qui énumère neuf catégories sans véritable lien entre elles.

Le futur CESEDA, qui entre en vigueur le 1^{er} mai 2021, a totalement réaménagé cette présentation peu lisible.

Le séjour des étrangers est déplacé dans le livre IV de ce futur code et un titre II intitulé « Catégories de titres de séjour » est créé (v. tableau *infra* p. 151).

Il est lui-même composé de six chapitres dont le troisième est intitulé « Titres de séjour pour motif familial », lequel comprend huit sections correspondant aux motifs d'admission relevant de la vie

privée et familiale, soit un de moins que les neuf motifs prévus à l'art. L. 313-11 CESEDA actuel.

Il sera précisé que, à l'issue de la première carte de séjour temporaire, l'étranger bénéficie, à sa demande, d'une carte de séjour pluriannuelle portant la même mention sous deux conditions (CESEDA, futur art. L. 433-4) :

- justifier de son assiduité et du sérieux de sa participation aux formations prescrites par l'État dans le cadre du contrat d'intégration républicaine conclu tout en ne manifestant pas de rejet des valeurs essentielles de la société française et de la République ;
- continuer de remplir les conditions de délivrance de la carte de séjour temporaire dont il était précédemment titulaire.

Ce passage à la carte pluriannuelle est exclu pour les catégories prévues à l'art. L. 433-6 du futur CESEDA (titulaire de la carte de séjour mention « travailleur temporaire », « stagiaire », « jeune au pair », « visiteur », ainsi que les titulaires de la carte de séjour délivrée aux victimes de traite d'être humain, aux bénéficiaires d'une ordonnance de protection en vertu de l'art. 515-9 c. civ. en raison des violences exercées au sein du couple ou en raison de la menace d'un mariage forcé).

Zoom sur le visa d'entrée

Le futur CESEDA reprend à l'art. L. 412-1 l'obligation générale faite à tout étranger sollicitant la délivrance d'un premier titre de séjour de produire un visa de long séjour, sauf exception expressément pré-

vue par un texte (ancien art. L. 313-2), ces exceptions étant regroupées à l'art. L. 412-2 du futur CESEDA.

Parmi les catégories précitées, cinq font l'objet d'une dispense pure et simple de produire un visa de long séjour, prévue par le texte qui les régit (le parent d'enfant français, l'étranger né en France, l'étranger confié à l'aide sociale à l'enfance, l'étranger résidant en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 13 ans et l'étranger ayant des liens personnels et familiaux en France).

Les autres catégories devront solliciter auprès de la représentation diplomatique ou consulaire dans le pays d'origine de l'étranger un visa de long séjour permettant soit d'entrer en France pour solliciter dans les deux mois une carte de séjour auprès de l'autorité préfectorale compétente au regard du lieu du séjour (CESEDA, futur art. L. 411-1, 1^o : il s'agit en l'occurrence du parent de Français, qui se voit délivrer une carte de résident à son arrivée en France), soit de conférer à son titulaire les droits attachés à la carte de séjour à laquelle il peut prétendre (CESEDA, futur art. L. 411-1, 2^o ; sont concernés en l'espèce les conjoints de Français et les bénéficiaires du regroupement familial, hors les cas où un accord bilatéral prévoit que l'étranger rejoignant se voit délivrer le même titre de séjour que l'étranger qu'il rejoint).

Section 1 : Conjoints de Français

La section 1 rassemble dans les art. L. 423-1 à L. 423-6 toutes les dispositions concernant l'étranger marié à un ressortissant français, éclatées dans plusieurs livres de l'actuel CESEDA.

Il est admis au séjour de plein droit à condition de justifier d'une entrée sous couvert d'un visa de long séjour et à condition que le mariage ait été transcrit au préalable sur les registres de l'état civil français s'il a été célébré à l'étranger.

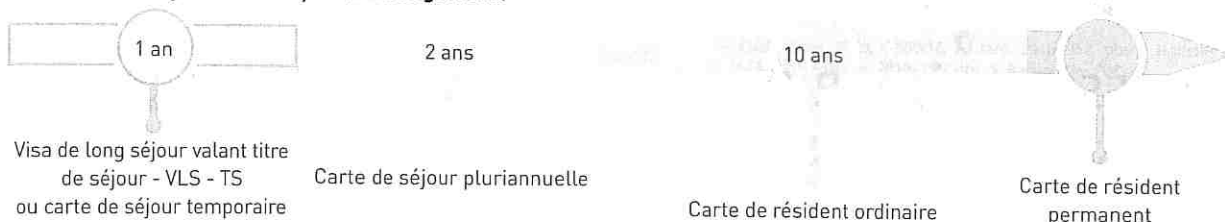
À noter que le futur art. L. 423-2 CESEDA modifie l'aménagement prévu à l'actuel art. L. 211-2-1 CESEDA (figurant donc dans le livre consacré à l'entrée en France), qui donne compétence au préfet de délivrer le visa de long séjour exigé à la triple condition que l'étranger soit entré régulièrement en France, que le mariage ait été cé-

lébré en France et que l'étranger justifie d'une vie commune depuis six mois avec son conjoint.

À compter du 1^{er} mai 2021, l'admission au séjour se fera directement en préfecture sans qu'il soit prévu que le préfet délivre le visa de long séjour qui fait défaut, ce qui a le mérite de simplifier une procédure qui apparaissait inutilement complexe.

Cette section reprend également les dispositions protégeant le conjoint victime de violences, qui prévoient que la rupture de la communauté de vie n'est pas opposable lorsqu'elle est imputable à ces violences.

Parcours du conjoint de Français (sauf Algériens)



Section 2 : Étranger parent d'un Français

La section 2 distingue deux catégories : le parent d'un enfant mineur français et le parent étranger à charge de son descendant français ou de son conjoint.

■ Parent d'enfant français

La carte « vie privée et familiale » est délivrée à l'étranger qui est parent d'un enfant mineur résidant en France à condition qu'il établisse contribuer à son entretien et à son éducation depuis sa naissance ou depuis au moins deux ans.

Pas de changement à signaler entre le CESEDA actuel et le futur code.

Le futur CESEDA reprend l'obligation faite à l'étranger d'apporter

une double preuve lorsque la filiation est établie par reconnaissance et que l'auteur de cette reconnaissance est le parent français : la preuve qu'il contribue lui-même à l'entretien et à l'éducation de l'enfant et la preuve que le parent français contribue également (CESEDA, futurs art. L. 423-7 et L. 423-8).

La production d'une décision de justice statuant sur la contribution de l'autre parent à l'entretien de l'enfant lui permet d'être dispensé d'apporter cette justification.

À défaut de décision, l'administration doit statuer sur le droit au séjour en tenant compte de l'intérêt supé-

rieur de l'enfant (âge, durée de la scolarité...) et du droit au respect de la vie privée et familiale du parent étranger.

■ L'ascendant à charge d'un Français

Figurant à l'actuel art. L. 314-11, 2°, CESEDA, cette catégorie est déplacée à l'art. L. 423-11 du futur CESEDA.

Elle permet à un étranger, parent à charge d'un Français ou de son conjoint, de se voir délivrer une carte de résident sous réserve de justifier d'une entrée sur le territoire sous couvert d'un visa de long séjour.

Dans la pratique, le demandeur doit rapporter une triple preuve : être dépourvu de ressources suffisantes pour vivre dignement dans le pays d'origine, faire l'objet d'une prise en charge financière déjà effective par le descendant français et démontrer que ce dernier justifie de ressources suffisantes pour ce faire.

Parcours du parent d'enfant français (sauf Algériens)



Section 3 : Enfant étranger d'un Français

Le nouvel art. L. 423-12 CESEDA reprend également les dispositions du 2° de l'art. L. 314-11 précité dans sa partie concernant l'enfant étranger d'un ressortissant français.

Aucune autre condition n'est exigée pour l'obtention de la carte de résident au-delà de l'établissement du lien de filiation si l'enfant est âgé de 18 à 21 ans. Si l'enfant est âgé de plus de 21 ans, il faudra rapporter la preuve qu'il est à la charge de son parent français.

Section 4 : Étranger né en France

Le futur art. L. 423-13 reprend l'actuel 8° de l'art. L. 313-11 CESEDA, qui concerne une catégorie très résiduelle : il s'agit des jeunes nés en France et qui apportent la double preuve d'une résidence en France pendant au moins huit ans de façon continue

et d'une scolarité d'au moins cinq ans après l'âge de 10 ans dans un établissement scolaire français.

À l'expiration de la carte de séjour temporaire, l'étranger accède de plein droit à la carte pluriannuelle d'une durée de quatre années.

Parcours de l'étranger né en France



Section 5 : Étranger admis au bénéfice du regroupement familial

L'étranger autorisé à séjourner en France au titre du regroupement familial se voit délivrer une carte « vie privée et familiale ».

Les art. L. 423-14 s. reprennent toutes les disposi-

tions régissant la protection des victimes de violences par le renouvellement du titre de séjour lorsque la rupture de la vie commune est imputable à ces violences, ainsi que l'accès à la carte de résident après trois années de séjour régulier.

Parcours du bénéficiaire du regroupement familial (sauf accords bilatéraux dérogatoires)



Section 6 : Étranger résidant en France depuis l'âge de 13 ans

L'art. L. 423-21 du futur CESEDA reprend les dispositions de l'art. 2° de l'art. L. 313-11 CESEDA, qui prévoient la délivrance d'une carte de séjour « vie privée et familiale » à l'étranger entré en France avant l'âge de 13 ans et qui justifie par tout moyen avoir résidé habituellement en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 13 ans avec au moins un de ses parents.

Parcours de l'étranger résidant en France depuis l'âge de 13 ans



Section 7 : Étranger confié au service de l'aide sociale à l'enfance

Bien que ne relevant pas d'un motif purement familial, cette catégorie est prévue à l'art. L. 423-22 du futur CESEDA, qui reprend les dispositions du 2°bis de l'actuel art. L. 313-11.

Ce texte prévoit la délivrance d'une carte de séjour « vie privée et familiale » au jeune majeur confié à l'aide sociale avant l'âge de 16 ans avec une modification à signaler : la formule « depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 16 ans » est remplacée par « au plus tard le

Dans la pratique, le jeune majeur produit ses certificats de scolarité établissant sa résidence en France depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 13 ans et doit en outre prouver que l'un de ses parents résidait également avec lui durant cette période.

dernier jour de sa quinzième année », afin de mieux tracer la frontière avec le jeune étranger confié à l'aide sociale à l'enfance après ses 16 ans, lequel ne peut prétendre qu'à une admission exceptionnelle au séjour (futur art. L. 435-3, qui reprend l'actuel art. L. 313-15).

Parcours de l'étranger confié à l'aide sociale à l'enfance



Section 8 : Étranger ayant des liens personnels et familiaux en France

L'art. L. 423-23 du futur CESEDA reprend les dispositions de l'actuel art. L. 313-11, 7°.

Il s'agit d'un motif subsidiaire qui consiste en une transposition des stipulations de l'art. 8 de la Conv. EDH : l'étranger justifie de liens privés et familiaux tels que le refus de séjour porterait à son droit au respect de sa vie privée et familiale une atteinte disproportionnée au regard des motifs du refus.

Cette catégorie « fourre-tout » concerne tous les étrangers qui n'entrent pas dans les catégories précédentes : étrangers vivant en concubinage ou pacsés avec un ressortissant français ou étranger en situation régulière, familles demandant une régularisation en faisant valoir leur intégration et celle de leurs enfants, étrangers faisant va-

loir d'autres liens privés et familiaux : réseau amical, collatéraux...

À noter que le nouveau texte ne mentionne plus que la carte de séjour temporaire (ou pluriannuelle) portant la mention « vie privée et familiale » est délivrée de plein droit contrairement à l'ancien, ce qui renforce symboliquement le pouvoir d'appréciation du préfet, qui doit tenir compte de l'intensité des liens privés et familiaux dont se prévaut l'étranger, de leur ancienneté et de leur stabilité, de ses conditions d'existence, de son insertion dans la société française ainsi que de la nature de ses liens avec sa famille restée dans son pays d'origine.

Parcours de l'étranger ayant des liens personnes et familiaux



Articulation avec la demande d'asile

Il est opportun de préciser que la demande d'admission au séjour n'a aucune incidence sur le cours d'une demande d'asile formée par un étranger majeur.

Malgré une croyance encore trop répandue, la demande de titre de séjour n'induit aucune forme de renonciation à une demande de protection en cours.

Il est donc parfaitement possible, pour un étranger qui peut prétendre à la délivrance d'un titre de séjour, de poursuivre sa procédure de demande d'asile, qui ne perd aucunement son objet puisqu'elle consiste à demander une protection de l'État français.

La loi n° 2018-778 dite « Collomb » du 10 sept. 2018 contraint toutefois le demandeur d'asile à former une demande d'admission au séjour dite « concomitante ». Les dispositions de l'art. L. 311-6 de l'actuel CESEDA (reprises par l'art. L. 431-2 du futur CESEDA) prévoient en effet que, lorsque l'étranger formule une demande d'asile qui relève de la compétence de la France, le préfet doit l'inviter à indiquer s'il estime pouvoir prétendre à une admission au séjour à un autre titre et, dans l'affirmative, à déposer sa demande dans un délai de deux mois (ce délai étant

porté à trois mois s'il s'agit d'une demande d'admission au séjour pour raison de santé).

Il est également informé que, sous réserve de circonstances nouvelles, il ne pourra, à l'expiration de ce délai, solliciter son admission au séjour.

La notion de « circonstances nouvelles » n'étant pas définie, le juge administratif sera amené à en dessiner les contours.

Une facilité est prévue par l'art. R. 311-2-2 de l'actuel CESEDA (reprise à l'art. R. 431-10 du futur CESEDA) : le demandeur peut être autorisé à déposer son dossier sans présentation des documents mentionnés au premier alinéa.

Enfin, les dispositions de l'art. R. 311-39 de l'actuel CESEDA, qui prévoient que, « lorsque la demande d'asile a été définitivement rejetée, le préfet prend, sans délai, une décision sur la demande de titre de séjour », n'ont pas été reprises dans le futur CESEDA, leur faible portée normative expliquant certainement leur abandon.

L'ACCÈS AU SÉJOUR DES MINEUR(E)S ET JEUNES MAJEUR(E)S ISOLÉ(E)S

par Aurélie Guitton

Coordinatrice de la plateforme nationale Infomie, Juriste ; www.infomie.net

Déclaration de nationalité - Mineurs justifiant de 3 ans révolus de prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance (ASE), avant leurs 18 ans

- C. civ., art. 17-3, 21-12, 26, 26-3, 26-4 et 26-5
- Décr. n° 93-1362 du 30 déc. 1993, art. 16, 29
- Décr. n° 2019-1507 du 30 déc. 2019, art. 2, 11 et 36
- Circ. 25 janv. 2016 (NOR : JUSF1602101C), annexe 13

- Civ. 1^{re}, 4 juin 2009, n° 08-13541 - Obligation de légalisation de l'acte de naissance.
- TGI Lyon, ch. 9, 24 oct. 2018, n° 16/06121 - L'art. 21-12 c. civ. n'exige pas de fixer le point de départ de la prise en charge par l'ASE à la date de la décision judiciaire de placement. Les attestations de prise en charge de l'ASE justifient de la prise en charge depuis au moins trois ans du mineur. Le fait que l'acte de naissance ait été adressé 10 ans après la naissance du requérant n'est pas de nature à établir le caractère non probant de cet acte.

Obligation de détenir un titre de séjour pour les ressortissants étrangers de plus de 18 ans

- CESEDA, art. L. 311-1 (futur art. L. 411-1)

Mineurs confiés à l'ASE AVANT 16 ans – Carte de séjour temporaire mention « Vie privée et familiale »

- CESEDA, art. L. 313-11, 2° bis (futur art. L. 423-22) ; art. R. 311-2 (futurs art. R. 431-4 et R. 431-5)
- Circ. 25 janv. 2016 (NOR : JUSF1602101C), annexe 10
- Instr. du 21 sept. 2020 relative à l'examen anticipé des demandes de titres de séjour des mineurs étrangers confiés au service départemental de l'ASE (NOR INTV2012657J)

- CAA Nantes, 3^e ch., 17 juill. 2020, n° 19NT04522 ; CAA Douai, 2 juill. 2020, n° 19DA00913 ; CAA Lyon, 4^e ch., 19 déc. 2019, n° 19LY02176 - Lorsqu'il examine une demande de titre de séjour de plein droit portant la mention « vie privée et familiale », présentée sur le fondement de ces dispositions, le préfet vérifie tout d'abord que l'étranger est dans l'année qui suit son 18^e anniversaire ou entre dans les prévisions de l'art. L. 311-3 CESEDA, que sa présence en France ne constitue pas une menace pour l'ordre public et qu'il a été confié, depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 16 ans, au service de l'ASE. Si ces conditions sont remplies, il ne peut alors refuser la délivrance du titre qu'en raison de la situation de l'intéressé appréciée de façon globale au regard du caractère réel et sérieux du suivi de sa formation, de la nature de ses liens avec la famille restée dans le pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil sur l'insertion de cet étranger dans la société française. Le juge de l'excès de pouvoir exerce sur cette appréciation un entier contrôle.

- CAA Lyon, 7^e ch. 12 mars 2020, n° 19LY02753 - Le préfet, qui refuse la délivrance d'un titre de séjour « vie privée et familiale » avec OQTF à la suite notamment de la consultation du fichier Visabio, sans établir le défaut d'authenticité du passeport délivré à l'intéressé par les autorités ivoiriennes et en fondant sa décision sur le fait que l'intéressé ne justifiait pas être âgé de moins de 16 ans à la date de sa prise en charge par l'ASE, sans procéder à un examen global de sa situation, commet une erreur de droit.

■ CAA Lyon, 4^e ch., 19 déc. 2019, n° 19LY02176 - « Si le préfet produit en appel l'avis de la structure d'accueil sur l'insertion de l'intéressé dans la société française et établit ainsi l'avoir recueilli avant de statuer sur sa demande de titre de séjour, il ressort des termes de son arrêté qu'il a rejeté sa demande sans avoir pris en compte cet avis. Il n'a pas, ainsi, procédé à un examen global de sa situation et a commis une erreur de droit. »

■ CAA Lyon, 11 oct. 2016, n° 16LY00429 - Examen global de la situation : le préfet doit procéder à un examen global du caractère réel et sérieux du suivi de la formation, de la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil sur l'insertion. Le préfet qui ne procède pas à cet examen global commet une erreur de droit.

■ CAA Nantes, 2^e ch., 12 déc. 2014, n° 14NT00619 - La délivrance de la carte de séjour « vie privée et familiale » est de plein droit si les conditions sont réunies.

■ CAA Nancy, 30 déc. 2014, n° 14NC01345 - Scolarité et attache : le préfet a commis une erreur d'appréciation dans l'application des dispositions du 2° bis de l'art. L. 313-11 CESEDA en refusant le séjour de l'intéressé confié à l'ASE à 15 ans à la scolarité sérieuse et sans relation établie avec la famille restée dans le pays d'origine.

■ CAA Douai, 19 sept. 2017, n° 17DA00214 - Condition d'âge : la décision judiciaire ne faisant que confirmer la décision administrative d'accueil provisoire d'urgence avant 16 ans, la situation de l'intéressé entraine dans le champ d'application des dispositions du 2° bis de l'art. L. 313-11 CESEDA.

■ CAA Lyon, 16 mars 2017, n° 16LY03420 - Condition d'âge : un mineur étranger ne peut être regardé comme ayant été confié à l'ASE que s'il l'a été en vertu d'un jugement ou d'une ordonnance de l'autorité judiciaire, sur le fondement des art. 375-3 ou 375-5 c. civ.

■ CAA Paris, 23 mars 2015, n° 14PA02809 - Le préfet est fondé à rejeter une demande de titre de séjour lorsque, à la date à laquelle il statue sur la demande, la formation est achevée et que l'intéressé n'établit pas ne plus avoir de relations avec sa famille restée au sein du pays d'origine.

■ CAA Nancy, 28 déc. 2017, n° 17NC00950 - Caractère réel et sérieux du suivi de la formation : méconnaissance du préfet des dispositions du 2° bis de l'art. L. 313-11 CESEDA du fait du caractère réel et sérieux des études et de l'absence de liens avec la famille restée au pays.

■ TA Besançon, réf. susp., 2 nov. 2020, n° 2001613 - Il est constant que le requérant, en apprentissage, a été confié à l'ASE alors qu'il n'avait pas encore atteint ses 16 ans. Il appartenait en conséquence au préfet d'examiner le droit au séjour au regard des dispositions du 2° bis de l'art. L. 313-11 CESEDA et non au titre de celles de l'art. L. 313-15 du même code. L'administration ne disposant pas du même pouvoir d'appréciation dans le cadre de ces deux articles, l'un prévoyant une délivrance de plein droit d'un titre de séjour alors que l'autre n'en prévoit la délivrance qu'à titre exceptionnel, il ne peut être fait droit à la demande de substitution de base légale proposée par le préfet. Dès lors, en l'état de l'instruction, le moyen tiré de l'erreur de droit est propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de la décision portant refus de séjour.

■ TA Nantes, 3 juill. 2020, n° 1911279 - A commis une erreur de droit et d'appréciation le préfet qui refuse la délivrance d'un titre de séjour mention « Vie privée et familiale » sur le fondement de l'art. L. 313-11, 2° bis, CESEDA et l'assortit d'une OQTF de 30 jours, en estimant que la présence d'une seule note sur les bulletins semestriels caractérisait l'absence de caractère réel et sérieux de la formation suivie alors que les bulletins démontraient l'implication, l'assiduité et le sérieux du travail.

NB - L'ordonnance n° 2020-1733 du 16 déc. 2020 introduit une nouvelle rédaction de l'art. L. 313-11, 2° bis, à l'art. L. 423-22 (nouveau CESEDA) qui dispose :

« Dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire ou s'il entre dans les prévisions de l'art. L. 421-35, l'étranger qui a été confié au service de l'ASE au plus tard le dernier jour de sa quinzième année se voit délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » d'une durée d'un an, sans que soit opposable la condition prévue à l'art. L. 412-1.

Cette carte est délivrée sous réserve du caractère réel et sérieux du suivi de la formation qui lui a été prescrite, de la nature des liens de l'étranger avec sa famille restée dans son pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil sur son insertion dans la société française » [nous soulignons]

Cette nouvelle rédaction n'est pas sans poser de difficultés et apporte une modification substantielle ici puisque le dernier jour de la quinzième année d'un individu correspond au jour du quinzième anniversaire.

Or, ceci n'était pas le sens de l'art. L. 313-11, 2° bis, rédigé dans les termes suivants « À l'étranger dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire ou entrant dans les prévisions de l'art. L. 311-3, qui a été confié, depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 16 ans, au service de l'ASE ». [nous soulignons] Cette rédaction semble correspondre à une erreur⁽¹⁾. En effet, si l'on tient compte de la rédaction à droit constant du nouvel art. L. 313-15, l'art. L. 435-3 reprenant la substance de l'ancienne version (« À titre exceptionnel, l'étranger qui a été confié à l'ASE entre l'âge de seize ans et l'âge de dix-huit ans et qui justifie suivre depuis au moins six mois une formation destinée à lui apporter une qualification professionnelle peut, dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire, se voir délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention "salarié" ou "travailleur temporaire" »), il existerait un vide juridique pour les mineur(els) isolé(els) confié(els) à l'ASE entre l'âge de 15 ans et l'âge de 16 ans.

(1) La formulation fait l'objet de plusieurs interprétations et mériterait d'être clarifiée (v. M. Zouine, *supra* p. 157, spéc. p. 160).

Appréciation des liens avec la famille au pays d'origine dans le cadre de l'art. L. 313-11, 2° bis (futur art. L. 423-22)

■ CESEDA, art. L. 313-11, 2° bis (futur art. L. 423-22)

■ CAA Douai, 2 juill. 2020, n° 19DA00913 - Le préfet fait une inexacte application des dispositions de l'art. L. 313-11, 2° bis, CESEDA en refusant d'accorder le titre de séjour sollicité alors que le requérant justifie d'une prise en charge à l'ASE avant 16 ans, du caractère réel et sérieux de ses études et que le lien avec sa famille n'est pas établi ni allégué.

■ CAA Nantes, 3^e ch., 17 juill. 2020, n° 19NT04522 - Le préfet, s'il pouvait tenir compte, le cas échéant, d'éléments de faits nouveaux intervenus postérieurement à l'arrêt de la cour - arrêt annulant son arrêté au motif qu'il était entaché d'une erreur d'appréciation de la situation du mineur qui établissait le caractère réel et sérieux de sa formation, n'entretenait plus de lien avec sa famille restée au Mali et justifiait d'un avis favorable de sa structure d'accueil quant à son insertion dans la société française -, ne pouvait en revanche procéder à une nouvelle appréciation de la situation de l'intéressé, contraire à celle de la cour, sans méconnaître l'autorité absolue de la chose jugée dont était revêtu son arrêt. Il ne pouvait donc légalement refuser de déférer à l'injonction qui lui avait été faite de délivrer une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » après avoir apprécié une nouvelle fois le caractère réel et sérieux de ses études et la nature de ses liens avec sa famille restée au Mali.

■ CAA Lyon, 1^{re} ch., 5 mars 2019, n° 18LY02168 - Le refus du préfet est entaché d'une erreur de droit lorsqu'il ne s'appuie que sur l'insuffisance de l'insertion du demandeur, sans prendre en compte les liens de l'intéressé avec sa famille restée au pays, pour rejeter la demande de titre de séjour.

■ CAA Nantes, 23 déc. 2014, n° 13NT03347 - Liens avec la famille restée dans le pays d'origine : le refus de titre de séjour ne porte pas atteinte à la vie privée et familiale de l'intéressé qui entretient des relations étroites avec la famille restée au pays, relations révélées par un rapport éducatif.

Mineurs confiés à l'ASE APRÈS l'âge de 16 ans – Carte de séjour temporaire mention « Salarié » / « Travailleur temporaire »

Admission exceptionnelle au séjour

■ CESEDA, art. L. 313-15 (futur art. L. 435-3) ;

art. R. 311-2 (futurs art. R. 431-4 et R. 431-5)

■ Circ. 25 janv. 2016 (NOR : JUSF1602101C), annexé 10

■ Instr. du 21 sept. 2020 relative à l'examen anticipé des demandes de titres de séjour des mineurs étrangers confiés au service départemental de l'ASE, NOR INTV2012657J

■ CE, 2^e et 7^e ch. réun., 11 déc. 2019, n° 424336 - Lorsqu'il examine une demande d'admission exceptionnelle au séjour en qualité de « salarié » ou « travailleur temporaire », présentée sur le fondement de l'art. L. 313-15, le préfet vérifie tout d'abord que l'étranger est dans l'année qui suit son 18^e anniversaire, qu'il a été confié à l'ASE entre l'âge de 16 ans et 18 ans, qu'il justifie suivre depuis au moins six mois une formation destinée à lui apporter une qualification professionnelle et que sa présence en France ne constitue pas une menace pour l'ordre public. Il lui revient ensuite, dans le cadre du large pouvoir dont il dispose, de porter une appréciation globale sur la situation de l'intéressé, au regard notamment du caractère réel et sérieux du suivi de cette formation, de la nature de ses liens avec sa famille restée dans son pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil sur l'insertion de cet étranger dans la société française. Il appartient au juge administratif, saisi d'un moyen en ce sens, de vérifier que le préfet n'a pas commis d'erreur manifeste dans l'appréciation ainsi portée.

Les dispositions de l'art. L. 313-15 n'exigent pas que le demandeur soit isolé dans son pays d'origine. La délivrance du titre doit procéder d'une appréciation globale sur la situation de la personne concernée au regard du caractère réel et sérieux du suivi de sa formation, des liens avec sa famille restée dans le pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil sur son insertion dans la société française.

■ CAA Nantes, 30 nov. 2012, n° 12NT00182 - Formation destinée à lui apporter une qualification professionnelle : pas d'atteinte à la vie privée du refus de séjour en dépit du caractère réel et sérieux de la scolarisation dès lors que la formation n'est pas destinée à apporter une qualification professionnelle.

■ CAA Bordeaux, 16 mai 2013, n° 12BX02703 - Application de l'art. L. 313-15 CESEDA à un jeune confié à un tiers digne de confiance, en l'occurrence à sa sœur.

■ CAA Lyon, 18 juill. 2013, n° 12LY03199 - Obligation pour le préfet de procéder à un examen de la situation de l'intéressé : en se bornant à faire référence à la décision de refus de demande d'asile et en ne procédant pas à l'examen particulier de la situation de l'intéressé, le préfet a commis une erreur de droit.

■ CAA Nantes, 25 juill. 2013, n° 12NT01694 - Sérieux du suivi de la formation professionnelle : les appréciations portées par ses éducateurs, ses professeurs ainsi que sa famille d'accueil témoignent de la volonté du jeune de s'insérer et de mener à bien ses études pour acquérir une formation professionnelle.

■ CAA Nantes, 13 oct. 2015, n° 14NT03092 - La présentation d'un contrat de travail ou d'apprentissage n'est pas une condition prévue par l'art. L. 313-15 CESEDA.

■ CAA Paris, 21 déc. 2017, n° 17PA01440 - Alors même que le préfet de police lui a accordé un titre de séjour portant la mention « étudiant », le refus implicite de lui accorder un titre de séjour portant la mention « salarié » se trouve entaché d'erreur manifeste au regard des dispositions de l'art. L. 313-15 CESEDA.

■ CAA Lyon, 30 nov. 2017, n° 15LY03459 - La production d'un contrat de travail n'est pas une condition de délivrance du titre de séjour prévu à l'art. L. 313-15 CESEDA.

■ CAA Nantes, 16 mars 2018, n° 17NT02805 - Les faibles notes obtenues par le requérant au titre du second semestre de sa première année de CAP - qui s'expliquent en partie par son absence de scolarisation avant son arrivée en France et ses difficultés de compréhension du français - ne sauraient permettre de remettre en question le caractère réel et sérieux de sa formation qualifiante. Le préfet a méconnu les dispositions de l'art. L. 313-15 CESEDA.

■ CAA Lyon, 5^e ch., 11 juill. 2019, n° 18LY04206 - Un mineur isolé, pris en charge à l'ASE à 17 ans, poursuit une formation qualifiante (CAP) et fait l'objet d'appréciations élogieuses de la part de ses enseignants et de la structure d'accueil qui soulignent son sérieux et ses efforts d'intégration. Il ressort du rapport d'évaluation de l'ASE qu'il n'entretient pas de lien avec sa famille restée au pays d'origine. En refusant de lui délivrer un titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA, le préfet a entaché sa décision d'une erreur manifeste d'appréciation.

■ CAA Lyon, 5^e ch., 5 déc. 2019, n° 19LY01673 - Si le préfet peut, dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, prendre en compte, dans l'appréciation globale qu'il lui appartient de mener de la situation du demandeur, l'aisance de celui-ci à maîtriser la langue française, c'est en pondération des autres éléments justifiés par l'intéressé au regard des conditions posées par l'art. L. 313-15. En retenant comme prépondérante une insuffisance de la maîtrise de la langue française au demeurant non établie dans son degré par les pièces du dossier, contre l'ensemble des éléments positifs justifiant du sérieux de la formation suivie par l'intéressé et de son comportement d'intégration, pour lui refuser le séjour, le préfet a entaché son appréciation de la situation globale de l'appelant d'une erreur manifeste.

■ CAA Nantes, 25 janv. 2013, n° 12NT01753 - Perte de chance d'obtenir un diplôme : alors que l'intéressé est l'un des meilleurs éléments de sa classe, avec une réelle volonté d'intégration, sans contact avec sa mère et ses sœurs résidant dans le pays d'origine, l'arrêté contesté l'obligeant à interrompre ses études en cours d'année et lui faisant perdre une chance sérieuse d'obtenir un diplôme à finalité professionnelle en cours de préparation est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation.

■ CAA Lyon, 5^e ch., 19 nov. 2020, n° 19LY03748 - En excluant l'intéressé du bénéfice des dispositions de l'art. L. 313-15 CESEDA au seul motif qu'il avait été confié à des tiers dignes de confiance, alors qu'il résulte de la combinaison de l'art. L. 313-15 CESEDA, des art. 375-3 et 375-5 c. civ. et des art. L. 222-5 et L. 228-3 du CASF qu'un mineur judiciairement confié, d'abord, à titre provisoire, puis en assistance éducative à des tiers dignes de confiance et pris en charge à ce titre par les services de l'ASE est un mineur confié à l'ASE au sens et pour l'application de l'art. L. 313-15 CESEDA, le préfet a bien commis une erreur de droit.

■ TA Lyon, 8^e ch., 6 mars 2020, n° 1807129 - À la suite du silence gardé pendant 4 mois par le préfet quant à la demande de titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA et en l'absence de communication des motifs de rejet, régulièrement demandés, dans le délai d'un mois imparti en application de l'art. L. 232-4 CRPA, la décision contestée, qui doit être regardée comme ne répondant pas à l'exigence de motivation, est entachée d'illégalité.

■ TA Lille, 3 déc. 2019, n° 1905695 - La circonstance qu'un délai de deux ans se soit écoulé entre la présentation de la demande de titre de séjour et la date à laquelle le préfet a rejeté cette demande - de sorte que l'intéressé avait, à cette dernière date, déjà achevé ses formations - ne saurait faire obstacle à l'obtention du titre de séjour sollicité. Ni le suivi réel et sérieux de sa formation, ni le fait qu'il soit privé de tout lien avec d'éventuels membres de sa famille résidant dans son pays d'origine ne sont contestés. La décision du préfet est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation.

Appréciation des liens avec la famille au pays d'origine dans le cadre de l'art. L. 313-15 (futur art. L. 435-3)

■ CESEDA, art. L. 313-15 (futur art. L. 435-3)

■ CE, 2^e et 7^e ch. réun., 11 déc. 2019, n° 424336 - En retenant que le requérant n'établissait pas, malgré le décès de ses parents, être isolé dans son pays d'origine pour caractériser l'absence d'erreur manifeste d'appréciation commise par le préfet, la cour a fait du critère de l'isolement familial un critère prépondérant pour l'octroi du titre de séjour mentionné à l'art. L. 313-15 préc., alors, d'une part, que les dispositions de cet article n'exigent pas que le demandeur soit isolé dans son pays d'origine et, d'autre part, que la délivrance du titre doit procéder d'une appréciation globale sur la situation de la personne concernée au regard du caractère réel et sérieux du suivi de sa formation, des liens avec sa famille restée dans le pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil sur son insertion dans la société française. Elle a par suite commis une erreur de droit.

■ CAA Nancy, 8 déc. 2020, n° 20NC03342 - Un mineur isolé confié à l'ASE après 16 ans, justifiant de six mois de formation qualifiante, ayant obtenu un CAP et étant sur le point d'être embauché, dépose à sa majorité une demande de titre de séjour mention « salarié/travailleur temporaire art. L. 313-15 ». La seule circonstance qu'il ait été dans l'impossibilité de produire les actes de décès de ses parents alors qu'il a pu obtenir les actes d'état civil le concernant ne peut démontrer qu'il a gardé des liens avec sa famille restée dans son pays d'origine. Par ailleurs et en tout état de cause, de tels liens ne peuvent, à eux seuls, justifier le refus de titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA, la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine ne constituant qu'un élément d'appréciation de la situation de l'intéressé.

- CAA Nancy, 4^e ch., 23 juill. 2020, n° 19NC02500 - Entache sa décision portant refus de séjour d'une erreur de droit le préfet qui n'examine pas les caractéristiques de la formation suivie, ne porte pas une appréciation globale sur la situation et fait du critère de l'isolement familial un critère prépondérant pour la délivrance du titre de séjour mentionné à l'art. L. 313-15, alors que les dispositions de cet article n'exigent pas que le demandeur soit isolé dans son pays d'origine. La délivrance d'un titre de séjour sur le fondement de ces dispositions doit procéder d'une appréciation globale sur la situation de l'intéressé et notamment du caractère réel et sérieux de la formation suivie.
- CAA Bordeaux, 5^e ch., 9 juill. 2020, n° 20BX00203 - Si le requérant, placé par le juge des enfants auprès des services de l'ASE après 16 ans, suivant une formation en tant qu'agent de restauration depuis plus de 6 mois et ayant des appréciations élogieuses de la part des enseignants, n'est pas isolé au Mali où vivent notamment son père et sa sœur, en l'espèce, cette seule circonstance, au vu de la situation globale du requérant et notamment de son âge et de son parcours scolaire, ne permettait pas au préfet de rejeter sa demande de titre de séjour. Sa décision portant refus de séjour est entachée d'illégalité au regard de l'art. L. 313-15 CESEDA.
- CAA Lyon, 3^e ch., 18 févr. 2020, n° 19LY02026 - En refusant la délivrance d'un titre de séjour sur le fondement des dispositions de l'art. L. 313-15 CESEDA et en l'assortissant d'une OQTF 30 jours au motif que l'intéressé est démuné d'attaches familiales en France et n'est pas isolé dans son pays où résident son oncle, sa tante et le reste de sa famille et qu'il ne justifie pas d'une intégration particulière, alors que l'intéressé a été confié entre 16 et 18 ans à l'ASE, a suivi une formation qualifiante et signé un contrat d'apprentissage, que les attestations produites soulignent son intégration, sa motivation et son bon comportement, et qu'il n'est pas établi que l'intéressé, dont les parents sont décédés, entretient des liens avec sa famille restée au pays d'origine, le préfet a entaché sa décision d'une erreur manifeste d'appréciation.
- CAA Lyon, 5^e ch., 30 janv. 2020, n° 19LY01302 - Lorsque le préfet examine une demande de titre de séjour fondée sur l'art. 313-15 CESEDA, il doit procéder à une appréciation globale de la situation. L'intéressé, confié entre 16 et 18 ans à l'ASE, justifiait de plus de 6 mois de formation qualifiante au cours de laquelle il a obtenu des résultats très satisfaisants et a donné entière satisfaction à son employeur, la structure d'accueil ayant par ailleurs émis un avis très positif. La cour relève que, si le dossier ne fait pas apparaître la nature des liens familiaux qu'il aurait conservés avec son pays d'origine, il ne saurait être inféré de la prise de contact pour obtention de document d'état civil qu'il aurait conservé de fortes attaches familiales. Le refus de titre de séjour qui se fonde sur des attaches présumées est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation et est dès lors illégal.
- CAA Nantes, 5^e ch., 21 janv. 2020, n° 19NT00340 - À supposer même que le requérant, en dépit de ses allégations contraires, soit toujours en contact avec ses parents et son frère cadet restés dans son pays d'origine, le préfet a entaché sa décision d'erreur manifeste d'appréciation en refusant de délivrer au requérant la carte de séjour temporaire sollicitée sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA alors qu'il ressort des pièces du dossier que ce dernier, confié au service de l'ASE entre l'âge de 16 et 18 ans, dont la présence en France ne constitue pas une menace pour l'ordre public, était scolarisé depuis plus de 6 mois à la date de l'arrêté contesté en bac professionnel cuisine, justifiait du caractère réel et sérieux du suivi de cette formation et de sa bonne insertion française comme en témoigne l'avis de la structure d'accueil.
- CAA Nantes, 5^e ch. 8 nov. 2019, n° 18NT03354 - La cour relève que l'ancien mineur isolé, confié à l'ASE à l'âge de 16 ans, suit avec réel et sérieux une formation en apprentissage depuis plus de 6 mois, que ses efforts sont soutenus par sa structure d'accueil. Le seul fait que sa mère ait financé son départ n'établit pas qu'il ne remplit pas les critères de l'art. L. 313-15 CESEDA, alors que l'intéressé soutient, sans être utilement contredit, qu'il n'entretient plus aucun lien avec sa mère depuis plusieurs mois ; ce qui est corroboré par le rapport de la structure d'accueil ne mentionnant pas de maintien des liens familiaux et que son beau-père le violentait. En outre, il n'est pas contesté que son père est décédé. Le préfet a entaché sa décision d'une erreur manifeste d'appréciation de sorte que la décision de refus de séjour est entachée d'illégalité.
- CAA Bordeaux, 7 janv. 2014, n° 13BX01905 - Lien avec le pays d'origine : la circonstance que le jeune ait indiqué aux services sociaux, avant d'être confié au foyer de jeunes travailleurs, avoir été en contact téléphonique une fois avec sa mère n'est pas, par elle-même, de nature à révéler qu'il aurait conservé, à la date de l'arrêté litigieux, des liens réels avec sa famille restée au pays.
- TA Rouen, 29 déc. 2020, n° 2003654 - Les dispositions de l'art. L. 313-15 CESEDA n'exigent pas que le demandeur soit isolé dans son pays d'origine, ni que l'étranger soit tenu de justifier qu'il n'entretient plus de liens avec sa famille dès lors que la preuve d'un fait négatif ne peut être apportée. Il appartient ainsi à l'autorité préfectorale d'apporter la preuve d'une éventuelle persistance des contacts. Le préfet, qui a irrégulièrement fait du critère de l'isolement du requérant dans son pays un critère prépondérant, a entaché sa décision de refus de titre de séjour d'une erreur manifeste d'appréciation.

Justificatifs de l'identité et de la nationalité

Défaut de passeport – Pas d'obligation de présenter un passeport

■ CESEDA, art. R. 311-2-2 (futur art. R. 431-10), R. 313-1 et R. 313-2 (futur art. R. 431-11), art. R. 211-1 (futur art. R. 311-1)

■ *CE, 7^e et 2^e s.-sect. réun., 30 nov. 2011, n° 351584* - La présentation d'un passeport en cours de validité ne saurait être imposée à un étranger qui sollicite, sur le fondement des dispositions du 11° de l'art. L. 313-11 CESEDA, l'octroi d'une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » en qualité d'étranger malade, comme une condition pour la délivrance de cette carte.

■ *TA Versailles, réf. susp., 19 oct. 2018, n° 1807107* - Le refus d'enregistrer une demande de titre de séjour présentée sur le fondement du 2° bis de l'art. L. 313-11 CESEDA au seul motif tiré du défaut de passeport, alors qu'aucune disposition législative ou réglementaire ne l'impose en un tel cas et que l'intéressée a par ailleurs justifié de son état civil, fait naître un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée.

■ *TA Amiens, réf. susp., 7 juin 2019, n° 1901635* - Les services préfectoraux ne pouvaient refuser d'enregistrer une demande présentée sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA par le seul motif tiré du défaut de présentation d'un passeport, alors qu'aucune disposition législative ou réglementaire ne l'impose en un tel cas et que l'intéressé a par ailleurs justifié de son état civil.

■ *Décision du Défenseur des droits n° 2020-016 du 10 févr. 2020 relative à un refus de délivrance d'un titre de séjour temporaire au motif que l'intéressé ne présente pas de passeport en cours de validité* - Décide de recommander au ministre de l'intérieur de rappeler à ses services qu'un passeport ne saurait être exigé en première intention comme élément permettant de justifier de la nationalité. Conformément à la lettre de l'art. R. 311-2-2 CESEDA, la preuve de la nationalité peut être apportée par tous moyens.

NB - Dans leurs nouvelles rédactions issues du décret n° 2020-1734 du 16 déc. 2020 portant partie réglementaire du CESEDA modifiée à la suite de l'ordonnance n° 2020-1733 du 16 déc. 2020, les art. R. 311-1 et R. 431-11 fixant la liste des documents à produire se contentent de renvoyer à un arrêté du ministère de l'intérieur, non encore annexé au décret.

La justification de l'identité et de la nationalité

■ CESEDA, art. R. 311-2-1 (futur art. R. 431-9), R. 311-2-2 (futur art. R. 431-10), R. 313-1 et R. 313-2 (futur art. R. 431-11)

■ *TA Besançon, 12 nov. 2020, n° 2001160* - Entache sa décision d'un défaut d'examen particulier et d'une erreur de droit le préfet qui, pour refuser de délivrer une carte de séjour temporaire sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA à un mineur isolé confié à l'ASE après 16 ans, se fonde de manière déterminante sur l'avis défavorable des services de la police aux frontières (PAF) porté sur l'extrait d'acte de naissance et le jugement supplétif produits, alors que les seuls éléments relevés par la PAF ne permettent pas d'établir que les documents d'état civil analysés seraient dépourvus d'authenticité, irréguliers, falsifiés ou non conformes à la réalité des actes en question.

■ *TA Dijon, réf. susp., 3 juill. 2020, n° 2001398* - Pour refuser l'octroi d'un titre de séjour mention « salarié ou travailleur temporaire », art. L. 313-15, le préfet, qui estime que la véritable identité de l'intéressé n'est pas établie en se bornant à relever que les documents produits à l'appui de sa demande de titre de séjour (jugement d'autorisation d'inscription de naissance et un extrait de registre d'état civil) n'ont pas fait l'objet d'une analyse par la PAF, sans critiquer sérieusement leur authenticité, et qu'une procédure judiciaire antérieure a débouché sur un rappel à la loi par officier de police judiciaire, commet une erreur d'appréciation de nature à faire naître un doute quant à la légalité de la décision contestée.

■ *TA Rouen, 29 déc. 2020, n° 2003654* - Le préfet, qui remet en cause l'identité et l'âge du requérant sollicitant la délivrance d'un titre de séjour « L. 313-15 CESEDA », en se basant sur l'avis défavorable des services de la PAF porté sur le jugement supplétif et la transcription de ce dernier, au motif d'une légalisation incomplète, alors même que ces actes n'ont pas été considérés comme contrefaits, falsifiés ou même douteux au point de leur ôter la force probante que leur prête la présomption prévue à l'art. 47 c. civ., n'apporte pas suffisamment d'éléments et n'est pas fondé à faire valoir que la carte de séjour a été demandée par une autre personne non identifiée.

■ *TA Besançon, 13 oct. 2020, n° 2000871* - Pour refuser d'admettre au séjour à titre exceptionnel le requérant, sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA, le préfet commet une erreur manifeste d'appréciation en se fondant sur la circonstance que l'intéressé ne justifiait pas de son identité par la production d'un extrait de registre des actes d'état civil ivoirien établi sur un support non sécurisé selon les services de l'analyse documentaire, alors que des attestations produites de plusieurs communes de Côte-d'Ivoire démontrent que les actes d'état civil sont imprimés à l'encre toner, que l'analyse documentaire n'a relevé aucune anomalie sur ce document, que l'intéressé était titulaire également d'un certificat de nationalité ivoirienne, et devait donc être regardé comme justifiant de son identité et de son âge, et que ce dernier confié à l'ASE entre 16 et 18 ans suivait une formation qualifiante depuis plus de 6 mois.

■ *Décision du Défenseur des droits n° 2020-016 du 10 févr. 2020, préc.* - Le passeport ne saurait être exigé pour prouver la nationalité. La preuve de la nationalité peut se faire par tous moyens, en application de la lettre de l'art. R. 311-2-2 CESEDA, analyse confirmée par un courrier de réponse du ministère de l'intérieur au Défenseur des droits en date du 11 déc. 2019. Enfin, le Défenseur des droits estime que solliciter la production d'un passeport en cours de validité en première intention semble contestable dans la mesure où cette pratique freine et retarde l'accès au séjour du demandeur.

Contestation de l'état civil

■ CESEDA, art. L. 111-6 (futur art. L. 811-2), R 311-2-2 (futur art. R. 431-10)
 ■ C. civ., art. 47
 ■ Décr. n° 2015-1740 du 24 déc. 2015

■ CAA Nancy, 8 déc. 2020, n° 20NC03342 - Un mineur isolé confié à l'ASE après 16 ans, justifiant de 6 mois de formation qualifiante, ayant obtenu un CAP et étant sur le point d'être embauché, dépose à sa majorité une demande de titre de séjour mention « salarié/travailleur temporaire art. L. 313-15 », et produit à l'appui de celle-ci un jugement supplétif légalisé par la Guinée, démarche réalisée avec l'aide de son équipe éducative. La préfète lui oppose un refus de titre de séjour en remettant en cause la signature de la légalisation et en relevant l'impossibilité de produire les actes de décès de ses parents démontrant les liens avec la famille au pays d'origine. Avec l'aide de l'équipe éducative, une nouvelle légalisation des documents est obtenue auprès de l'Ambassade de Guinée à Paris. « Cette nouvelle légalisation, même postérieure à la date de la décision contestée, tend, en l'état de l'instruction, à redonner force probante aux documents d'état civil ».

■ CAA Nantes, 3 juill. 2020, n° 19NT04261 - C'est à tort que le préfet du Finistère s'est fondé sur le comportement présumé frauduleux de l'intéressé pour refuser de lui délivrer un titre de séjour en écartant l'authenticité d'un document d'état civil en se basant sur une fiche Visabio incomplète et contradictoire et sur la seule circonstance que la date à laquelle a été établi le document d'état civil produit par le requérant ne soit pas mentionnée en chiffres ni en toutes lettres alors que le requérant produit parallèlement l'acte de mariage de ses parents, lequel comporte des mentions en tous points identiques à celles figurant sur l'extrait d'acte de naissance qu'il a produit, et sur la circonstance que le récit du parcours du requérant a été jugé peu crédible par le service de l'ASE lors de son entretien d'évaluation de minorité.

■ CAA Nancy, 2 juill. 2020, n° 19NC02356 - Pour écarter les documents légalisés produits à l'appui d'une demande de titre de séjour, le préfet s'est fondé sur un rapport des services de la PAF reprenant une note générale des services de sécurité de l'ambassade de France à Conakry faisant état d'une fraude généralisée en Guinée. Mais, un tel document d'ordre général ne saurait établir que l'acte serait lui-même un faux. Si le préfet s'est également fondé sur la circonstance que le jugement supplétif d'acte de naissance a été rendu sur requête de l'intéressé le jour même de cette demande, il n'est fait état dans le droit guinéen d'aucune incapacité pour un mineur de soumettre une requête de cette nature, les références faites par le préfet au code civil guinéen se rapportant seulement aux articles définissant la minorité, et il n'est fait état d'aucune disposition procédurale faisant obligation au demandeur de comparaître personnellement dans le cadre d'une telle procédure. Il résulte de ces éléments que c'est à tort que le préfet, afin de refuser la délivrance d'une carte de séjour prévue à l'art. L. 313-15 CESEDA et lui faire obligation de quitter le territoire, s'est fondé sur le motif que l'intéressé avait obtenu frauduleusement son admission à l'ASE sur la foi de faux documents d'état civil.

■ CAA Douai, 4^e ch., 2 juill. 2020, n° 19DA00913 - En se basant sur un courriel émanant du consulat général de France à Douala qui se borne à indiquer sommairement que l'acte de naissance est non authentique selon le retour des autorités locales - retour qui ne fait l'objet d'aucune des pièces versées au débat contradictoire - sur une analyse de la DZPAF, qui émet un avis défavorable au seul motif qu'un des deux tampons humides légalisant le document présente l'anomalie d'être bicolore, alors même que, dans une analyse antérieure du même acte, la direction zonale de la police aux frontières (DZPAF) déclarait n'avoir établi aucun élément de contrefaçon et que le document antérieur présentait les caractéristiques d'un document authentique, et sur l'avis défavorable concernant la copie certifiée conforme de l'acte de naissance en raison du mode d'impression en jet d'encre alors que la DZPAF ne dispose pas de modèle authentique dans sa base, le préfet ne pouvait se fonder sur le caractère apocryphe des documents produits pour refuser de délivrer un titre de séjour sur le fondement du 2^o bis de l'art. L. 313-11 CESEDA sans méconnaître les dispositions de l'art. 47 c. civ. et de l'art. L. 111-6 CESEDA.

■ CAA Marseille, 3^e ch., 13 févr. 2020, n° 19MA01958 - S'il a, d'abord, présenté à l'appui de sa demande de titre de séjour des actes d'état civil dont le caractère probant pouvait être remis en cause, l'intéressé a, ensuite, produit, pour la première fois en appel, deux documents - un nouveau jugement supplétif du tribunal de première instance de Conakry et sa transcription sur le registre de l'état civil de la commune de Dixinn - qui ont fait l'objet d'une légalisation par l'ambassade de Guinée en France, la légalisation pouvant être effectuée par cette autorité à défaut de l'ambassade de France en Guinée. Or, il n'appartient pas aux autorités administratives françaises de mettre en doute le bien-fondé d'une décision rendue par une autorité juridictionnelle étrangère, hormis le cas où le document produit aurait un caractère frauduleux. En l'espèce, le préfet, qui a reçu communication de ces nouvelles pièces, ne conteste ni leur authenticité, ni celle de leur légalisation. Dans ces conditions, le préfet n'apporte aucun élément tendant à démontrer que ces actes d'état civil, lesquels, bien que postérieurs à la décision de refus de séjour contestée, révèlent des faits antérieurs à celle-ci, seraient irréguliers, falsifiés, ou que les faits qui y sont déclarés ne correspondraient pas à la réalité. Par suite, en refusant de délivrer à l'intéressé un titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA au seul motif que, à la date de sa prise en charge par l'ASE, il ne justifiait pas être âgé de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, le sous-préfet a entaché sa décision d'une erreur manifeste d'appréciation.

- CAA Lyon, 5^e ch., 30 janv. 2020, n° 19LY01999 - Refus de séjour et OQTF pour un mineur confié à l'ASE. La cour relève que le rapport d'analyse de l'extrait du registre des actes d'état civil, qui ne mentionne pas les points de contrôle explorés, appuie son avis défavorable sur des observations non affirmatives et sans conclure à la fraude ; que si l'attestation d'identité souffre d'une incohérence majeure, l'administration, qui a mené l'examen sur une photocopie sans préciser les points de contrôle, n'a pas conclu à la fraude ; et que l'avis défavorable relatif au certificat de nationalité a été émis sur une photocopie. Ainsi, en estimant se trouver dispensée de l'obligation de saisir les autorités consulaires alors que les documents présentés ne pouvaient être regardés comme étant manifestement frauduleux, la préfète n'établit pas la fraude quant à la détermination de sa minorité lors de sa prise en charge à l'ASE - art. L. 111-6 CESEDA et 47 c. civ.
- CAA Douai, 3^e ch., 26 déc. 2019 n° 19DA02402 - Pour contester l'authenticité des documents produits par l'intéressé (passeport, copie intégrale du jugement supplétif, certificat de nationalité et extrait du registre des actes de l'état civil), mineur confié à l'ASE à l'âge de 15 ans, et lui refuser la délivrance d'un titre de séjour, refus assorti d'une OQTF, le préfet se fonde sur un rapport de la direction interdépartementale de la PAF et un courrier électronique du consulat de France à Abidjan. Si le service du consulat général de France à Abidjan relève, dans son courrier électronique, certaines irrégularités dans la « copie intégrale de l'acte de naissance », qu'il s'est procurée et qu'il a d'ailleurs transmise au préfet, telles que l'absence de l'heure de naissance et de l'emploi du terme « dressé » au lieu d'« établi », le requérant verse, pour la première fois en cause d'appel, ce même document, qui lui a été communiqué par les autorités ivoiriennes, qui attestent, pour leur part, que les documents d'état civil sont authentiques, en dépit des quelques irrégularités relevées, de sorte que le préfet, qui ne conteste pas l'authenticité ou le caractère probant de ce courrier, doit être regardé comme méconnaissant les dispositions des art. L. 111-6 CESEDA et 47 c. civ.
- CAA Lyon, 27 sept. 2018, n° 17LY03050 - Refus de séjour, OQTF, production de documents authentiques pour la première fois en appel, documents postérieurs à la décision attaquée mais établissement de faits antérieurs à celle-ci, recevabilité des documents.
- CAA Bordeaux, 16 oct. 2017, n° 17BX01549 - Refus de séjour, OQTF. En cas de doute sur l'authenticité des documents d'état civil, le préfet doit saisir les autorités du pays d'origine. La réalisation d'une expertise documentaire par la PAF ne dispense pas de cette obligation.
- CAA Marseille, 29 juin 2017, n° 16MA04489 et n° 16MA04490 - Refus de séjour, OQTF, consultation Visabio établissant une entrée sous l'identité d'un majeur, le préfet n'a fait procéder à aucun contrôle des documents d'identité produits, conditions d'âge prévues par l'art. L. 313-15 remplies.
- CAA Douai, 1^{er} juin 2017, n° 17DA00060 - Refus de séjour, OQTF, consultation Visabio établissant une entrée sous l'identité d'un majeur, cette circonstance n'entache pas de fraude la demande de titre de séjour, documents non contestés, application de l'art. L. 313-11, 2° bis.
- TA Besançon, 13 oct. 2020, n° 2000871 - Décision préc. *supra* p. 166.
- TA Besançon, 24 sept. 2020, n° 2000997 - Commet une erreur de fait et de droit le préfet qui se fonde, pour refuser de délivrer un titre de séjour mentionné à l'art. L. 313-15 CESEDA, sur l'avis défavorable de manière déterminante alors que ni le service spécialisé ni le préfet n'ont produit d'éléments de nature à établir que le gouvernement de la Guinée aurait mis en œuvre une législation ou une réglementation spécifique imposant aux services de l'état civil guinéens de délivrer des actes d'état civil ou des jugements supplétifs comportant des éléments de sécurité particuliers relatifs au papier utilisé et au mode d'impression pratiqué ou des éléments d'identification biométriques ou photographiques ; n'ont noté aucun élément de nature à considérer que les mentions figurant sur les documents produits n'étaient pas conformes au droit de l'état civil guinéen.
- TA Besançon, 16 juin 2020, n° 2000306 - En ne présentant aucun élément de nature à remettre en cause l'authenticité des documents et informations relatives à l'état civil du requérant, alors que le requérant produit des attestations du Consulat concernant le mode d'impression des actes contredisant les rapports d'expertise documentaire et que l'extrait d'acte de naissance a été certifié conforme à l'original par le consul général du Mali à Paris, et en s'abstenant d'examiner l'authenticité du passeport et de la carte consulaire, la préfète doit être regardée comme n'apportant pas la preuve du caractère frauduleux de l'état civil du requérant.
- TA Nantes, 27 mai 2020, n° 1907869 - Est entaché d'une erreur d'appréciation de l'identité et de l'âge du requérant le refus du préfet de délivrer un titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-11, 2° bis, CESEDA assorti d'une OQTF 60 jours, opposé à un ancien mineur isolé confié à l'ASE avant l'âge de 16 ans qui produit à l'appui de sa demande son acte de naissance, son livret de famille, l'acte de naissance de son demi-frère, au motif que l'extrait d'acte de naissance est apocryphe selon un échange de mails entre services préfectoraux et consulaires et selon un rapport d'un avocat diligenté par l'ambassade de France au Pakistan, alors que ces documents ne sont assortis d'aucun document officiel ni d'aucune précision susceptible de permettre de tenir pour établi le caractère apocryphe de l'acte de naissance. En outre, le tribunal relève qu'aucune indication n'est donnée quant aux éléments ayant permis d'attribuer au requérant une autre identité.

■ *TA Rennes, 6 avr. 2020, n° 1905422 et 20000050* - Afin d'établir le caractère frauduleux des actes d'état civil produits par l'intéressé ancien mineur isolé à l'appui de sa demande de renouvellement de titre de séjour, le préfet se base sur la comparaison des empreintes de l'intéressé à celles renseignées dans le Fichier Visabio. Or, à la date à laquelle le préfet a consulté ledit fichier, les données consultées devaient avoir été supprimées puisqu'il résulte des dispositions de l'art. R. 611-11 CESEDA que la durée de conservation de ces données est de cinq ans à compter de leur inscription. Dans ces conditions, le préfet ne pouvait se fonder sur de tels éléments pour refuser un titre de séjour et a donc commis une erreur de droit en se fondant principalement sur les données issues du fichier Visabio pour contester l'authenticité du passeport biométrique, de la carte nationale d'identité malienne et de l'extrait d'acte de naissance.

■ *TA Rennes, 30 janv. 2020, n° 1905553* - Le préfet ne pouvait se contenter d'écarter l'ensemble des actes d'état civil, sans même avoir sollicité les autorités ivoiriennes aux fins de vérification, alors qu'il ressort des pièces du dossier que les autorités ivoiriennes ont considéré l'extrait d'acte de naissance suffisant pour délivrer un certificat de nationalité puis un passeport à l'intéressé et que sa minorité avait été retenue par le juge judiciaire. Le préfet n'apporte pas la preuve, qui lui incombe, que les informations relatives à l'état civil de l'intéressé ne correspondent pas à la réalité.

■ *TA Toulouse, 21 oct. 2019, n°s 1904359 et 1905799* - L'apparition d'un registre ne correspondant pas au standard des actes de naissance maliens ne constitue pas l'indice d'une falsification manifeste d'un tel document et la circonstance que les extraits de naissance n'aient pas été signés par les maires des communes respectives, alors qu'un adjoint au maire ou un conseiller communal pouvait y procéder légalement, ne saurait davantage établir l'inauthenticité de ces actes. Par ailleurs, l'intéressé présente un passeport régulièrement délivré par les autorités maliennes et il ressort d'un document émis par le consul général du Mali en France que les mentions estimées « FAUX / VRAI » sont des données techniques réservées exclusivement à l'administration malienne. Elles ne peuvent en aucun cas mettre en cause l'authenticité d'une fiche descriptive individuelle NINA. L'ensemble de ces éléments ne suffisent pas à remettre en cause l'authenticité des quatre documents d'état civil fournis par l'intéressé. Le préfet a méconnu les dispositions de l'art. L. 313-15 CESEDA. Le refus de titre de séjour, l'OQTF et l'assignation à résidence sont annulés.

■ *TA Nantes, 28 févr. 2019, n° 1810182* - Commet une erreur d'appréciation la préfète qui refuse de délivrer un titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA et prononce une OQTF trente jours en faisant valoir : - que l'acte de naissance aurait été retrouvé dans un registre de complaisance sans assortir cette allégation de précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé ; - en relevant que les dates sont écrites en chiffres et non en lettres alors qu'un échange de correspondances entre les services diplomatiques de l'État français et un officier de l'état civil camerounais d'où il ressort qu'un acte d'état civil, dont l'authenticité était questionnée, est considéré comme authentique en dépit du fait qu'il contienne lui aussi des mentions inscrites en chiffres ; - en relevant que l'acte ne mentionne pas l'âge des parents alors que ledit acte comporte les caractéristiques d'un document authentique selon les termes mêmes d'un précédent rapport d'analyse documentaire des services de la PAF, que cette mention paraît de surcroît sur aucun des actes de naissance de tiers produits et que cette mention paraît quelque peu superfétatoire dès lors que la date de naissance des parents est déjà indiquée dans l'acte de naissance ; - enfin alors que la date de naissance n'a pas été contestée par les autorités camerounaises lorsque celles-ci lui ont délivré un passeport, pas plus d'ailleurs que la minorité de ce dernier ne l'a été par le procureur de la République, le juge des tutelles et le conseil départemental.

Récépissé

Obligation de délivrance d'un récépissé lorsque le dossier de demande de titre de séjour est complet

■ CESEDA art. R. 311-4 (futur art. R. 431-12), R. 311-5 (futur art. R. 431-13) et R.311-6 (futur art. R. 431-14)

■ *CE, 7^e-2^e ch. réun., réf. mes. utiles, 10 juin 2020, n° 435594* - Eu égard aux conséquences qu'à sur la situation d'un étranger la détention du récépissé qu'il incombe à l'autorité administrative de lui délivrer, après lui avoir fixé un rendez-vous dans un délai raisonnable, l'avoir reçu en préfecture et, si son dossier est complet, avoir procédé à son enregistrement, et, lorsque le rendez-vous ne peut être obtenu qu'en se connectant au site internet de la préfecture, si l'étranger établit qu'il n'a pu obtenir une date de rendez-vous, malgré plusieurs tentatives n'ayant pas été effectuées la même semaine, il peut demander au juge des référés, saisi sur le fondement de l'art. L. 521-3 CJA (mesures utiles), d'enjoindre au préfet de lui communiquer, dans un délai qu'il fixe, une date de rendez-vous. Si la situation de l'étranger le justifie, le juge peut préciser le délai maximal dans lequel ce RDV doit avoir lieu. Il fixe un délai bref en cas d'urgence particulière.

■ *CE, 7^e et 2^e ch. réun., 27 mai 2020, n° 436984* - Le préfet, saisi d'une demande d'admission exceptionnelle au séjour, sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA, par un étranger admis à l'ASE entre l'âge de 16 et l'âge de 18 ans, qui satisfait aux conditions de séjour définies par cet article et justifie qu'il dispose d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou que la conclusion d'un tel contrat lui a été proposée, doit remettre au pétitionnaire un récépissé de demande de titre de séjour l'autorisant à travailler, en application des dispositions de l'art. R. 311-6 du même code.

- *TA Nancy, 14 sept. 2018, n° 18002516* - Aucun récépissé n'est remis à l'intéressé qui a déposé un dossier complet de demande de titre de séjour au motif que son identité n'est pas certaine au vu des éléments d'état civil qu'il a présentés, alors même que ni le procureur ni le juge des enfants n'ont émis de doute sur son identité. Sans récépissé l'autorisant à travailler l'intéressé ne peut poursuivre sa formation d'apprenti ; cela justifie d'une situation d'urgence particulière. En refusant de délivrer un tel récépissé, le préfet a porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales que constituent la liberté d'aller et venir et le droit à l'instruction et au travail.
- *TA Toulouse, 18 juill. 2019, n° 1903915* - Aux termes des art. R. 311-4 et R. 311-6 CESEDA, un récépissé autorisant son titulaire à travailler est délivré de droit pour une 1^{re} demande ou renouvellement de titre de séjour fondé(e) sur l'art. L. 313-15 CESEDA. Quand bien même l'intéressé n'a pas expressément sollicité la délivrance d'un tel récépissé, son absence de délivrance porte une atteinte grave et manifestement illégale à ses droits à l'instruction, au travail, et à sa liberté d'aller et venir qui constituent des libertés fondamentales. L'urgence est constituée par le fait qu'il ne peut accepter le contrat proposé par la société dans laquelle il a effectué des stages qui propose de l'embaucher à compter du 22 juill. 2019. Il est enjoint au préfet de lui délivrer un récépissé l'autorisant à travailler et de lui restituer son passeport, dans un délai de 24 h à compter de la notification de la présente ordonnance, sous astreinte de 50 € par jour de retard.

Récépissé / Autorisation de travail

- CESEDA, art. L. 313-11, 2° bis (futur art. L. 423-22), art. L. 313-15 (futur art. L. 435-3) et R. 311-6 (futur R. 431-14)
- C. trav., art. L. 5221-5 à L. 5221-9
- C. trav., art. R. 5221-3 à R. 5221-7 et R. 5221-22

- *CE, réf. lib., 15 févr. 2017, n° 407355* - L'autorisation provisoire de travail est de plein droit pour les mineurs isolés confiés à l'ASE.
- *CAA Lyon, 26 avr. 2018, n° 17LY04085* - Un jeune majeur qui avait été pris en charge par l'ASE après 16 ans et qui fait une demande de titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA a droit à un récépissé autorisant l'exercice d'une activité professionnelle.
- *TA Montreuil, réf. lib., 7 janv. 2020, n° 2000055* - En délivrant un récépissé mention « visiteur » au requérant ancien mineur isolé confié à l'ASE à 16 ans sollicitant la délivrance d'un titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-15 CESEDA, récépissé qui ne l'autorise pas à travailler et, par voie de conséquence, le prive de la possibilité de poursuivre son contrat d'apprentissage et ainsi sa scolarité en CAP, le préfet a porté une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés fondamentales. Compte tenu de ces éléments, le requérant se retrouve privé de toutes ressources et dans une situation de grande précarité justifiant de la condition d'urgence. Il est enjoint au préfet de lui délivrer un récépissé l'autorisant à travailler sous 48 h.
- *TA Toulouse, réf. lib., 21 déc. 2017, n° 1705588* - Injonction à délivrer un récépissé de 1^{re} demande de titre de séjour autorisant à travailler à un jeune étranger sous contrat jeune majeur souhaitant suivre un contrat d'apprentissage.
- *TA Lille, réf. lib., 19 mars 2018, n° 1802186* - Injonction à délivrer un récépissé de 1^{re} demande de titre de séjour autorisant à travailler à un jeune étranger qui a signé un contrat d'apprentissage.

NB - Le décret n° 2020-1734 du 16 déc. 2020 portant partie réglementaire CESEDA modifiée à la suite de l'ordonnance n° 2020-1733 du 16 déc. 2020 introduit une nouvelle rédaction de l'art. R. 311-6 (futur art. R. 431-14).

En effet, l'art. R. 311-6 CESEDA prévoit : « Le récépissé de la demande de première délivrance d'une carte de séjour prévue à l'art. L. 313-8, aux 1°, 2° bis, 4°, 6°, 8°, 9° de l'art. L. 313-11, aux art. L. 313-21, L. 313-24, L. 313-25 et L. 313-26, aux 1° et 3° de l'art. L. 314-9, à l'art. L. 314-11, à l'art. L. 314-12 ou à l'art. L. 316-1, ainsi que le récépissé mentionné au deuxième alinéa de l'art. R. 311-4 autorisent son titulaire à travailler. Il en est de même du récépissé de la demande de première délivrance d'une carte de séjour délivrée sur le fondement des 1° et 2° de l'art. L. 313-10, de l'art. L. 313-23, dès lors que son titulaire satisfait aux conditions mentionnées à l'art. L. 5221-2 c. trav., ainsi que de l'art. L. 313-20, dès lors que son titulaire est bénéficiaire d'un visa de long séjour ou d'un visa de long séjour valant titre de séjour délivré sur le fondement du 2° de l'art. L. 311-1. » [nous soulignons].

Or, la nouvelle rédaction consacrée à l'art. R. 431-14 (nouveau CESEDA) établissant la liste des titres de séjour dont le récépissé autorise le titulaire à travailler ne vise ni le nouvel art. L. 423-22 (ancien art. L. 313-11, 2° bis) prévoyant la délivrance d'une carte de séjour temporaire mention « vie privée et familiale » aux mineur(els) isolé(els) confié(els) à l'ASE avant l'âge de 16 ans, ni le nouvel art. L. 435-3 prévoyant la délivrance d'une carte de séjour mention « salarié ou travailleur temporaire » aux mineur(els) isolé(els) confié(els) à l'ASE entre 16 et 18 ans et justifiant de 6 mois de formation qualifiante.

Liens avec la famille au pays d'origine

■ CESEDA, art. L. 313-11, 2° bis (futur art. L. 423-22), art. L. 313-15 (futur art. L. 435-3)

■ *CE, 2^e ch., 29 juin 2020, n° 428159* - Il ressort des pièces du dossier soumis aux juges du fond que l'intéressée, alors mineure, a dû quitter son pays d'origine en raison des relations dégradées avec sa famille avec laquelle elle n'a plus eu de contact et que, à la date du refus de titre de séjour, elle séjournait en France depuis près de cinq ans, dont une partie dans le cadre d'une prise en charge par l'ASE. Par ailleurs, ainsi que l'a souligné la cour, elle a fait de réels efforts d'intégration, notamment en obtenant de bons résultats dans le cadre de son CAP et elle n'a dû interrompre ses études qu'en raison de son impossibilité d'obtenir un contrat en alternance, ce qui l'a conduite à rechercher un emploi. Compte tenu de ces éléments, la cour a inexactement qualifié les faits de l'espèce en jugeant que le refus de titre de séjour n'avait pas méconnu les dispositions du 7° de L. 313-11 CESEDA, ni les stipulations de l'art. 8 de la Conv. EDH.

■ *CAA Nancy, 8 déc. 2020, n° 20NC03342* - Décision préc. *supra* p. 164.

■ *CAA Nantes, 3 juill. 2020, n° 19NT04261* - Le préfet porte une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale du requérant, ancien mineur isolé, en méconnaissance de l'art 8 Conv. EDH en lui refusant l'accès au séjour alors qu'il a obtenu en 2 ans un CAP de maçon, produit de très nombreuses attestations de soutien, a obtenu un emploi auprès d'une communauté d'agglomération - sans que puisse y faire obstacle le fait que cet emploi ne correspond pas à la spécialité du diplôme qu'il a obtenu -, a des relations personnelles et intimes en France et déclare ne plus avoir comme famille au Mali que sa mère, avec laquelle il n'a plus de contacts, sans être démenti sur ces points et donc doit être regardé comme ayant désormais fixé en France le centre de ses intérêts et dispose de sérieuses perspectives d'insertion.

■ *CAA Douai, 2 juill. 2020, n° 19DA00913* - Décision préc. *supra* p. 163.

■ *CAA Nantes, 3^e ch., 17 juill. 2020, n° 19NT04522* - Décision préc. *supra* p. 163.

■ *CAA Bordeaux, 5^e ch., 9 juill. 2020, n° 20BX00203* - Décision. préc. *supra* p. 165.

■ *CAA Nancy, 4^e ch., 23 juill. 2020, n° 19NC02500* - Décision. préc. *supra* p. 165.

■ *TA Rouen, 29 déc. 2020, n° 2003654* - Décision. préc. *supra* p. 165.

Cas particulier – Carte de séjour temporaire mention vie privée et familiale, art. L. 313-11, 11° (futur art. L. 425-9)

■ CESEDA, art. L. 313-11, 11° (futur art. L. 425-9)

■ *CAA Marseille, 9^e ch., 18 févr. 2020, n° 19MA00918* - L'état de santé de l'intéressé, ancien mineur isolé ressortissant pakistanais confié à l'ASE à l'âge de 16 ans, qui souffre d'une forme sévère de schizophrénie paranoïde l'astreignant à un traitement neuroleptique d'action prolongée, nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner des conséquences d'une exceptionnelle gravité. Des attestations de laboratoires attestent que le traitement n'est pas commercialisé au Pakistan, que la substance active contenu dans le traitement n'est pas non plus disponible dans ce pays et le médecin qui suit l'intéressé depuis 2015 atteste que c'est le seul traitement qu'il tolère. Ainsi, en refusant de délivrer la carte de séjour sollicitée, le préfet a fait une inexacte application de l'art. L. 313-11, 11°, CESEDA.

Cas particulier – Accès au séjour des mineur(e)s isolé(e)s ressortissant(e)s algérien(ne)s

■ Accord franco-algérien du 27 déc. 1968

■ *CAA Douai, 4^e ch., 7 mars 2019, n° 18DA01129* - L'accord franco-algérien, qui régit de façon exclusive l'accès au séjour des ressortissants algériens, ne fait pas obstacle à ce que le préfet délivre un certificat de résidence en vertu du pouvoir discrétionnaire dont il dispose. En refusant de faire bénéficier le mineur algérien confié à l'ASE après l'âge de 16 ans d'une mesure de régularisation au risque de compromettre la concrétisation d'un projet professionnel à hauteur des aptitudes de ce jeune majeur qui s'est particulièrement investi, le préfet a commis une erreur d'appréciation (notes des structures d'accueil, attestations de ses professeurs et employeurs, bulletins scolaires et obtention de sa première année de CAP à l'appui). Annule le jugement du TA et l'arrêt du préfet et enjoint au préfet de délivrer un certificat de résidence dans un délai de deux mois.

■ *TA Lille, 15 mai 2019, n° 1901141* - Pour les ressortissants algériens, les stipulations de l'accord franco-algérien du 27 déc. 1968 régissent d'une manière complète les conditions dans lesquelles ils peuvent être admis à séjourner en France et les règles concernant la nature des titres de séjour qui peuvent leur être délivrés. Il en résulte que les dispositions de l'art. L. 313-15 CESEDA ne sont pas applicables aux ressortissants algériens. Toutefois, il incombe au préfet, dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire dont il dispose sur ce point, d'apprécier, compte tenu de l'ensemble des éléments de la situation personnelle de l'intéressé, l'opportunité d'une mesure de régularisation. Il appartient seulement au juge de l'excès de pouvoir, saisi d'un moyen en ce sens, de vérifier que le préfet n'a pas commis d'erreur manifeste dans l'appréciation portée sur la situation personnelle de l'intéressé. Le préfet doit être regardé comme ayant apprécié de façon manifestement erronée la situation du requérant en refusant de lui délivrer un titre de séjour alors qu'il n'est pas contesté qu'il a été confié à l'ASE à l'âge de 16 ans, qu'il est inscrit en baccalauréat professionnel « maintenance équipements industriels », que ses bulletins de note témoignent de ses progrès réguliers et de son investissement dans le travail personnel, en dépit des difficultés de sa situation et que l'ensemble des rapports des services sociaux soulignent son adhésion aux règles de vie en société, son respect de l'adulte et sa volonté de terminer sa scolarité en France.

Cas particulier – Accès au séjour des mineur(e)s isolé(e)s ressortissant(e)s tunisien(ne)s

- Accord franco-tunisien en matière de séjour et de travail du 17 mars 1988 modifié par l'avenant du 8 sept. 2000 et le protocole relatif à la gestion concertée des migrations du 28 avr. 2008
- Art. 7 quater de l'accord (pour les mineurs confiés avant l'âge de 16 ans relevant de l'art. L. 313-11, 2° bis)
- Art. 7 ter b et 11 de l'accord (pour les mineurs confiés après l'âge de 16 ans)

Asile

Demande d'asile du mineur isolé étranger – La condition de minorité ne fait pas obstacle au dépôt d'une demande d'asile par un mineur, simple question procédurale

- Régl. (UE) n° 604/2013 du 26 juin 2013 dit « Règlement Dublin », art. 6 et 8
- Statut réfugié, CESEDA, art. L. 711-1 (futur art. L. 511-1)
- Protection subsidiaire, CESEDA, art. L. 712-1 (futur art. L. 512-1)
- Articulation demande d'asile / autre voie d'accès au séjour : CESEDA, art. L. 311-6 (futur art. L. 431-2), art. D. 311-3-2 (futur D. 431-7)
- CESEDA, art. L. 721-3, L. 741-1 al. 1^{er} (futur art. L. 521-1), art. L. 741-1, al. 2 (futur art. L. 521-4), L. 741-1, al. 4, 5 et 6 (futur art. L. 521-7), (nouvel art. L. 521-8), L. 741-3 (futur art. L. 521-9, L. 521-10 et L. 521-11), art. L. 741-4 (futur art. L. 521-12)
- Circ. du 22 avr. 2005 (NOR : INT/D/05/00051/C)
- Circ. 25 janv. 2016 (NOR : JUSF1602101C), annexe 12
- Instr. du 28 févr. 2019 (NOR : INTV1906328J)
- CJUE 6 juin 2013, n° C-648/11, MA, BT, DA c/ Secretary of State for the Home Department - Lorsqu'un mineur non accompagné, dont aucun membre de la famille ne se trouve légalement sur le territoire de l'Union européenne, a déposé des demandes d'asile dans plus d'un État membre, l'État membre responsable pour l'examiner sera celui où le mineur se trouve, après y avoir déposé une demande.
- TA Nantes, réf. lib., 14 déc. 2020, n° 2012564 - Les doutes émis par les services du département sur la minorité du requérant ne le dispensaient pas d'assurer les démarches nécessaires à cette fin, en exécution de l'ordonnance du juge des enfants, sauf à le priver de l'accès à la procédure d'asile jusqu'à ce que le juge des tutelles se soit prononcé. Alors qu'il est dans l'intérêt supérieur de l'enfant de présenter sa demande d'asile dans les meilleurs délais afin de régulariser sa situation, en n'effectuant pas les démarches nécessaires afin que le mineur, qui lui est confié et en a expressément manifesté le souhait, puisse faire enregistrer sa demande d'asile en France, et ainsi bénéficier de tous les droits qui s'attachent au statut de demandeur d'asile, le département porte une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté fondamentale que constitue le droit du mineur de solliciter l'asile.
- TA Nantes, réf. lib., 27 nov. 2020, n° 2012018 - Les dispositions de l'art. L. 741-3 CESEDA, qui ont vocation à faciliter l'enregistrement d'une demande d'asile présentée par un mineur, ne sauraient faire obstacle à l'enregistrement de la demande de protection internationale d'un demandeur d'asile sur la minorité duquel pèserait une incertitude. Par ailleurs, si les dispositions de l'art. L. 741-1 imposent à un étranger présent sur le territoire français et souhaitant demander l'asile de se présenter en personne à l'autorité compétente qui enregistre sa demande et procède à la détermination de l'État responsable de l'examen de sa demande, ces dispositions n'ont ni pour objet ni pour effet de lui imposer de renouveler cette démarche après qu'une évaluation de son âge a conclu à l'absence de minorité. En s'abstenant, du fait de considérations tenant aux incertitudes sur sa minorité, d'enregistrer la demande d'asile du mineur, le préfet porte une atteinte grave et manifestement illégale au droit constitutionnel d'asile.
- TA Montreuil, réf. lib., 23 oct. 2019, n° 1911554 - Il appartient aux services préfectoraux d'enregistrer les demandes d'asile et de saisir le procureur de la République en vue de faire procéder à la désignation d'un administrateur *ad hoc* (AAH). Ce refus d'enregistrement place le mineur dans une situation de précarité au regard de sa situation administrative et aura pour effet, si sa demande n'est pas enregistrée avant sa majorité, de le priver du bénéfice des dispositions de l'art. 8 du Règlement n° 604/2013 selon lequel l'État membre responsable de la demande d'asile d'un mineur est celui dans lequel le mineur introduit sa demande. Les conditions d'urgence et d'atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale sont caractérisées. Injonction au préfet d'enregistrer sa demande d'asile sous 8 jours et de saisir sans délai le procureur aux fins qu'il désigne un AAH.
- TA Besançon, 29 oct. 2018, n° 1801877 - La double circonstance que l'intéressé a fait l'objet d'une mesure de placement en qualité de mineur isolé et demande l'asile à la France doit être regardée comme établissant qu'il est dans son intérêt supérieur que la France soit l'État membre responsable de l'examen de sa demande d'asile ; la décision de transfert méconnaît les dispositions de l'art. 8 du Règlement « Dublin ».

■ *TA Lyon, réf. lib., 19 avr. 2018, n° 1802611* - Refus du procureur de la République de nommer un AAH compte tenu des données Visabio. Le refus persistant d'enregistrement de sa demande d'asile, alors que la date de sa majorité se rapproche et qu'un tel enregistrement n'apparaît pas soumis, inconditionnellement, à la désignation préalable d'un AAH, a interdit à l'intéressé de bénéficier de l'ensemble des conditions d'examen et des garanties propres à sa situation de mineur isolé. Il porte ainsi, en dépit du RDV que les services de la préfecture du Rhône lui ont récemment fixé, une atteinte grave et manifestement illégale au droit d'asile.

■ *TA Paris, 26 mars 2018, n° 1804453/9* - Les mineurs non accompagnés formant une catégorie de personnes vulnérables, il importe de ne pas prolonger plus que strictement nécessaire la procédure de détermination de l'État membre responsable, ce qui implique que, en principe, ils ne soient pas transférés vers un autre État membre.

■ *TA Paris, 19 oct. 2018, n° 1818231/9 ; TA Lyon, 19 avr. 2018, n° 1802611 ; TA Lille 9 sept. 2016, n° 1606635 ; TA Toulouse, 15 sept. 2017, n° 1704240* - La nomination d'un AAH préalablement à l'enregistrement de la demande d'asile d'un mineur n'est pas requise. Le refus d'enregistrer persistant pour ce motif est une atteinte grave et manifestement illégale au droit d'asile.

■ *TA Paris, 9 août 2017, n° 17126519 ; TA Toulouse, 15 sept. 2017, n° 1704240* - Différer l'enregistrement d'une demande d'asile d'un mineur isolé au-delà de dix jours constitue une atteinte grave et immédiate à la situation du demandeur d'asile et au droit d'asile.

NB - L'ordonnance n° 2020-1733 du 16 déc. 2020 introduit, dans la partie relative à la demande d'asile, un nouvel art. L. 521-8 qui dispose que « le mineur non accompagné mentionné aux art. L. 521-9 à L. 521-12 s'entend du mineur privé temporairement ou définitivement de la protection de ses représentants légaux ».

Droit à la réunification familiale

■ *Dir. CE n° 2003/86 du 22 sept. 2003*

■ *Règl. UE n° 604/2013 du 26 juin 2013 dit « Règlement Dublin », art. 6 et 8*

■ *CJUE 16 juill. 2020, aff. jointes C-133/19, C-136/19 et C-137/19, État belge* - La date à laquelle il convient de se référer pour déterminer si l'on est en présence d'un « enfant mineur » est celle à laquelle est présentée la demande d'entrée et de séjour aux fins du regroupement familial, et non celle à laquelle il est statué sur cette demande par les autorités compétentes de cet État membre, le cas échéant, après un recours dirigé contre la décision de rejet d'une telle demande. Le recours contre le rejet d'une demande de regroupement familial d'un enfant mineur ne peut pas être déclaré irrecevable au seul motif que l'enfant est devenu majeur au cours de la procédure juridictionnelle.

■ *CJUE 12 avr. 2018, aff. C-550/16, A et S* - Extension de la réunification familiale aux personnes qui, majeures au moment de l'octroi de la protection, avaient déposé leur demande pendant leur minorité : doit être qualifié de « mineur » un ressortissant de pays tiers ou un apatride qui était âgé de moins de 18 ans au moment de son entrée sur le territoire d'un État membre et de l'introduction de sa demande d'asile dans cet État, mais qui, au cours de la procédure d'asile, atteint l'âge de la majorité et se voit par la suite reconnaître le statut de réfugié.

ARTICULATION DE LA DEMANDE D'ASILE DES MINEUR(E)S ISOLÉ(E)S AVEC LES VOIES D'ACCÈS AU SÉJOUR RÉSERVÉES AUX MINEUR(E)S CONFIE(E)S À L'AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

par Aurélie Guitton

Coordinatrice de la plateforme nationale Infomie, Juriste ; www.infomie.net

La loi n° 2018-778 du 10 sept. 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie a apporté une contrainte pour les demandeurs d'asile : celle d'anticiper d'autres voies d'accès au séjour dès le stade de leur demande de protection. Ainsi, depuis cette loi du 10 sept. 2018, en théorie, dès le stade du dépôt de la demande d'asile

doit être introduite, le cas échéant, une demande d'admission à un autre titre que celui de la protection internationale. La réforme de 2018 visait ainsi à limiter et encadrer strictement les possibilités pour les personnes déboutées d'obtenir la régularisation de leur situation. Cette nouvelle procédure a de lourdes conséquences : la personne déboutée de sa demande d'asile ne peut en principe prétendre à une régularisation de sa situation si et uniquement si

elle a informé la préfecture, au moment du dépôt de sa demande d'asile, des autres motifs susceptibles de justifier son admission au séjour en France.

La personne déboutée de sa demande d'asile ne peut en principe prétendre à une régularisation de sa situation si et uniquement si elle a informé la préfecture, au moment du dépôt de sa demande d'asile, des autres motifs susceptibles de justifier son admission au séjour en France

Cette règle appelle deux observations concernant la situation spécifique des mineur(e)s isolé(e)s confié(e)s à l'aide sociale à l'enfance avant ou après 16 ans puisque ces mineur(e)s peuvent prétendre, dans l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire, à la délivrance d'une carte de séjour temporaire mention « vie privée et familiale » en application de l'art. L. 313-11, 2° bis, CESEDA (futur art. L. 423-22) ou à une carte de séjour temporaire

mention « salarié » ou « travailleur temporaire » en application de l'art. L. 313-15 CESEDA (futur art. L. 435-2).

Une observation d'ordre général tout d'abord. Cette règle n'est opposable que si l'autorité préfectorale a informé de cette disposition le ou la mineur(e) demandeur(e) d'asile lors de sa présentation et de l'enregistrement de la demande d'asile au guichet unique pour demandeur d'asile (GUDA) et l'a invité(e) à lui communiquer les autres titres de séjour visés. Selon les art. L. 311-6 (futur art. L. 431-2) et D. 311-3-2 (futur art. D. 431-7), l'autorité préfectorale invite alors l'intéressé(e) à déposer dans un délai de deux mois (art. D. 311-3-2 ; futur art. D. 431-7) sa demande. Ainsi, ce délai de deux mois court donc à compter de la date à laquelle la personne a été invitée par l'administration à indiquer si elle pouvait prétendre

au séjour à un autre titre que celui de la protection internationale. Si l'information sur cette possibilité d'accès au séjour hors asile n'a pas été remise par l'administration à la personne demandant l'asile, ou si elle n'a pas pu enregistrer sa demande malgré ses diligences, elle pourra déposer sa demande d'admission au séjour à tout moment (Instr. INTV1906328J du 28 févr. 2019). Le délai de deux mois ne pourra lui être opposé.

Une observation spécifique aux mineur(e)s isolé(e)s ensuite. Il est indéniable, afin d'anticiper un éventuel refus de protection et de sécuriser le parcours, que le dépôt d'une demande de titre de séjour est sécurisant pour le ou la mineur(e) isolé(e) et doit être effectué en complément. En revanche, et la situation n'a encore jamais été portée devant les juridictions administratives, il est difficilement concevable qu'on puisse opposer ce délai de deux mois, fixé par décret, aux mineur(e)s isolé(e)s alors que ces dernier(e)s disposent, conformément aux art. L. 313-11, 2° bis, CESEDA (futur art. L. 423-22) et L. 313-15 CESEDA (futur art. L. 435-2), de l'année qui suit leur dix-huitième anniversaire pour déposer leur demande de titre de séjour. L'aménagement prévu par le législateur pour le dépôt des demandes de titre de séjour des mineur(e)s isolé(e)s confié(e)s à l'aide sociale à l'enfance ne peut être restreint par décret, d'autant plus que, pour celles et ceux confié(e)s après l'âge de 16 ans, une condition supplémentaire de six mois de formation qualifiante est requise.

LE DÉFI DE LA RÉGULARISATION POUR LES JEUNES MAJEURS ISOLÉS ÉTRANGERS

par Claire Bruggiamosca
Avocate au barreau de Marseille

Dans le cadre de leur suivi par les services de l'aide sociale à l'enfance (ASE), la majorité des mineurs non accompagnés sont orientés vers une formation qualifiante. D'où une attention particulière portée à l'octroi d'une autorisation de travail pendant la minorité, aux différentes demandes de titres de séjour à leur majorité en fonction de l'âge auquel ils ont été confiés à l'ASE, et au moment où les demandes sont déposées afin que le droit à l'instruction puisse prospérer.

Le passage de la minorité à la majorité pour les jeunes isolés étrangers : un véritable défi - La situation de Laye Fodé Traoré¹, ce jeune Guinéen apprenti boulanger, arrivé en France mineur et confié à l'ASE au regard de son isolement, et s'étant vu refuser un titre de séjour avec obligation de quitter le territoire français, n'est malheureusement pas inédite. Les mineurs étant autorisés à séjourner en France, leur passage de la minorité à la majorité entraîne de véritables angoisses² : le risque d'une fin de prise en charge, l'échéance de leur autorisation provisoire de travail entraînant la mise en péril de leur parcours professionnel, le dépôt de leur demande de titre de séjour, l'attente de la décision de la préfecture pendant plusieurs

mois, qui peut se solder par un rejet de la demande accompagné d'une mesure d'éloignement.

Autorisation de séjour pour un mineur et délivrance de plein droit des autorisations de travail lors de la minorité - En droit français, un mineur isolé étranger ne peut faire l'objet d'une mesure d'éloignement. Ce principe résulte des termes de l'art. L. 311-1 CESEDA (futur art. L. 411-1) qui prévoit que « tout étranger âgé de plus de dix-huit ans qui souhaite séjourner en France doit [...] être muni d'une carte de séjour ». Un mineur n'a donc pas l'obligation de détenir un titre de séjour.

(1) <https://blogs.mediapart.fr/yves-faucoup/blog/170121/au-dela-du-cas-de-laye-apprenti-boulangier>

(2) www.slate.fr/story/173448/aide-sociale-enfance-galere-jeunes-sdf-majorite-18-ans

Aussi, puisqu'un mineur jouit de l'autorisation de séjourner en France, il acquiert également de droit l'autorisation pour y travailler : « pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation à durée déterminée »⁽³⁾. Le Conseil d'État a rappelé le principe selon lequel « les mineurs étrangers âgés de 16 à 18 ans confiés au service de l'aide sociale à l'enfance doivent être regardés comme autorisés à séjourner en France » et, ce faisant, doivent se voir délivrer une autorisation de travail⁽⁴⁾. Pour pallier l'incohérence des pratiques préfectorales quant à l'octroi des autorisations de travail⁽⁵⁾, la loi n° 2018-778 du 10 sept. 2018 est venue cibler de façon surabondante les mineurs isolés étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance⁽⁶⁾. Cette autorisation de travail est délivrée par les services de la main-d'œuvre étrangère de la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi).

Les demandes anticipées de délivrance de titre de séjour à la minorité - Même autorisé à séjourner en France, le mineur peut faire une demande de titre de séjour de façon anticipée. Aux termes de l'art. L. 311-3 CESEDA (futur art. L. 421-35), une carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » est délivrée de plein droit au mineur isolé étranger âgé de 16 à 18 ans qui déclare vouloir exercer une activité professionnelle et qui remplit les conditions posées par l'art. L. 313-11, 2° bis, CESEDA (futur art. L. 423-22) (v. *infra*). Mais un mineur ne pourra obtenir un titre de séjour dès lors qu'il ne remplit pas l'une de ces conditions⁽⁷⁾.

Une récente instruction prévoit la possibilité de procéder à « l'examen anticipé du droit au séjour des mineurs étrangers confiés à l'aide sociale à l'enfance (ASE) de manière à éviter des ruptures de droits à leur majorité alors qu'ils sont engagés dans un parcours professionnalisant »⁽⁸⁾. La première étape de cet examen repose sur l'autorisation de travail, délivrée non plus par la Direccte mais par un cadre du service de l'immigration. La deuxième étape se poursuit avec la vérification de l'état civil et de l'identité, avec interrogation du fichier Visabio et expertise documentaire afin de « repérer les indices matériels de

falsification », qui peut entraîner une saisine du service de la police aux frontières en cas de doute sur l'authenticité des documents. Le président du conseil départemental sera informé des conclusions de cette première phase d'examen et il lui appartiendra « de tirer les conséquences de cette information ». Le procureur de la République pourrait être saisi « si les éléments recueillis révèlent une infraction pénale ». La troisième étape, enfin, repose sur la vérification des conditions relatives à l'octroi d'un titre de séjour (v. *infra*). Si elles sont remplies, le mineur confié avant l'âge de 16 ans à l'ASE se verra délivrer un titre de séjour portant la mention « vie privée et familiale »⁽⁹⁾. Pour le mineur confié après 16 ans, le titre de séjour « salarié » ou « travailleur temporaire » lui sera délivré le lendemain de son dix-huitième anniversaire. Si le mineur ne remplit pas les conditions, le préfet ne peut prendre un refus pouvant être assorti d'une obligation de quitter le territoire français à ce stade puisqu'il s'agit d'un mineur confié à l'ASE.

Mais cette instruction ne semble pas réellement être favorable aux mineurs étrangers. D'une part, elle paraît être un instrument permettant d'accélérer une rupture des droits plutôt que de l'éviter, l'accent paraissant davantage être mis sur la vérification de l'état civil

Même autorisé à séjourner en France, le mineur peut faire une demande de titre de séjour de façon anticipée

et de la nationalité : le conseil départemental, informé des conclusions, pourrait solliciter la mainlevée de la mesure d'assistance éducative. Si le juge des enfants y fait droit, le préfet pourra le convoquer et, après examen de sa situation administrative au regard de la protection contre l'éloignement, devra lui délivrer un refus de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français. D'autre part, elle restreint le temps dont le jeune a besoin pour préparer son parcours et répondre aux conditions posées par les textes, et ce d'autant plus s'il s'agit d'un élève allophone nouvellement arrivé. C'est d'ailleurs en ce sens que le législateur a prévu un délai plus long pour l'accès au séjour, au plus tard « dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire »⁽¹⁰⁾. Enfin, cet examen anticipé fait du mineur isolé étranger soumis aux exigences du droit au séjour avant d'être un mineur autorisé à séjourner sur le territoire pouvant détenir de plein droit une autorisation de travail.

Les demandes de titre de séjour pour les jeunes confiés à l'aide sociale à l'enfance avant l'âge de 16 ans - Si une demande de titre de séjour sur le fondement de l'art. L. 313-11, 7°, CESEDA (futur art. L. 423-23) peut être présentée par le jeune, la majorité des demandes instruites reposent sur les art. L. 313-11, 2° bis, et L. 313-15 CESEDA (futurs art. L. 423-22 et art. L. 435-3), qui se distinguent en fonction de l'âge auquel le jeune a été confié à l'ASE.

Aux termes de l'art. L. 313-11, 2° bis, CESEDA (futur art. L. 423-22⁽¹¹⁾), la carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale » est remise de plein droit « dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire » à un jeune ne présentant pas une menace à l'ordre public qui a été pris en charge par le service de l'ASE avant l'âge de 16 ans, « sous réserve du caractère réel et sérieux du suivi de la formation, de la nature de ses liens avec la famille restée dans le pays d'origine et de l'avis de la structure d'accueil sur l'insertion de cet étranger dans la société française ». La date à laquelle le mineur a été confié à l'ASE est celle qui résulte d'un jugement ou d'une ordonnance de l'autorité judiciaire pris(e) sur le fondement des art. 375-3 ou 375-5 c. civ.⁽¹²⁾ Dès lors que le jeune remplit ces conditions, le préfet ne peut examiner sa demande que sur ce fondement et non sur celui prévu par l'art. L. 313-15 CESEDA (futur art. L. 435-3)⁽¹³⁾.

Les demandes de titre de séjour pour les jeunes placés à l'aide sociale à l'enfance entre 16 et 18 ans - Il se dégage des rapports parlementaires à l'initiative de l'art. L. 313-15 CESEDA (futur art. L. 435-3) que le législateur a souhaité aligner le régime de régularisation des jeunes majeurs confiés à l'ASE entre 16 et 18 ans sur celui des jeunes confiés avant leurs 16 ans⁽¹⁴⁾. Est délivrée à titre exceptionnel la carte de séjour portant la mention « salarié » ou la mention « travailleur

(3) C. trav., art. L. 5221-5, al. 2.

(4) CE, réf., 15 févr. 2017, n° 407355, Lebon.

(5) Décision du Défenseur des droits n° 2017-069, 6 févr. 2017.

(6) C. trav., art. L. 5221-5, al. 2 : « Cette autorisation est accordée de droit aux mineurs isolés étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, sous réserve de la présentation d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ».

(7) CAA Nancy, 16 févr. 2006, *Min. intérieur c/ A.*, n° 03NC00241.

(8) Instr. relative à l'examen anticipé des demandes de titres de séjour des mineurs étrangers confiés au service départemental de l'aide sociale à l'enfance, 21 sept. 2020 (NOR : INTV2012657J).

(9) Cette procédure est déjà prévue par l'art. L. 311-3 CESEDA.

(10) CESEDA, art. L. 313-11, 2° bis, et L. 313-15 (futurs art. L. 423-22 et L. 435-3).

(11) La nouvelle formulation fait l'objet de plusieurs interprétations et mériterait d'être clarifiée (v. A. Guittion, *supra* p. 161, spéc. p. 162 et M. Zouine, *supra* p. 157, spéc. p. 160).

(12) CAA Lyon, 16 mars 2017, n° 16LY03420 (v. A. Guittion, *supra* p. 161, spéc. p. 162).

(13) TA Besançon, ord., 2 nov. 2020, n° 2001613.

(14) Rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi n° 2400 relatif à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité, par M. Thierry Mariani, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 16 sept. 2010.

temporaire » « dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire » à un jeune ne présentant pas une menace à l'ordre public confié au service de l'ASE entre ses 16 et 18 ans « et qui justifie suivre depuis au moins six mois une formation destinée à lui apporter une qualification professionnelle [...] »¹⁵. Il appartient au préfet, « dans le cadre du large pouvoir dont il dispose » puisqu'il s'agit d'un cas d'admission exceptionnelle au séjour « de porter une appréciation globale sur la situation de l'intéressé » au regard des conditions posées par le texte et « au juge administratif [...] de vérifier que le préfet n'a pas commis d'erreur manifeste dans l'appréciation ainsi portée »¹⁶. Les conditions posées par l'art. L. 313-15 CESEDA (futur art. L. 435-3) se divisent en deux catégories : les conditions « binaires » (l'étranger

Un jeune majeur n'a pas cessé d'être en situation régulière s'il se trouve toujours dans les délais pour déposer sa demande de titre de séjour

a ou non présenté une demande dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire ; il a ou non été confié à l'aide sociale à l'enfance entre l'âge de 16 ans et l'âge de 18 ans ; il justifie ou non suivre depuis au moins six mois une formation destinée à lui apporter une qualification professionnelle) et

les conditions laissées à l'appréciation du préfet (le caractère réel et sérieux de la formation suivie ; la nature des liens avec la famille restée dans le pays d'origine ; l'avis de la structure d'accueil sur l'insertion de cet étranger dans la société française)¹⁷. Cet article ne pose nullement comme condition l'isolement du jeune dans son pays d'origine¹⁸.

Dès lors qu'un jeune « satisfait aux conditions de séjour définies par cet article et justifie qu'il dispose d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou que la conclusion d'un tel contrat lui a été proposée », un récépissé de demande de titre de séjour l'autorisant à travailler doit lui être remis en application des dispositions de l'art. R. 311-6 du même code (futur R. 431-14)¹⁹.

Le moment du dépôt de la demande de titre de séjour : un véritable défi pour la poursuite du droit à l'instruction - Le droit à l'instruction est un droit fondamental protégé par la Convention européenne des droits de l'homme²⁰. Toute « personne », enfant ou adulte²¹, doit pouvoir bénéficier de ce droit. Un traitement différent dans sa mise en œuvre, notamment en raison du statut administratif et de la nationalité d'une personne, constitue une discrimination²². L'égal accès à l'instruction est aussi une exigence constitutionnelle²³. De ce fait, « la privation pour un jeune majeur de 18 ans, isolé sur le territoire français, de toute possibilité de bénéficier d'une formation scolaire ou professionnelle adaptée [...] est susceptible de constituer une atteinte grave et manifestement illégale à une liberté fondamentale »²⁴.

Certains jeunes majeurs, confiés tardivement aux services de l'aide sociale à l'enfance entre 16 et 18 ans, remplissent les conditions posées par les textes plusieurs mois après leur majorité. Pendant ce

laps de temps, l'autorisation de travail peut leur être refusée au motif qu'ils ne justifient pas d'un récépissé ou d'un titre de séjour. Or, d'une part, une demande de titre de séjour présentée par un jeune majeur quelques jours avant son dix-neuvième anniversaire répond à la condition posée par l'art. L. 313-15 CESEDA (futur art. L. 435-3)²⁵. D'autre part, un jeune majeur n'a pas cessé d'être en situation régulière s'il se trouve toujours dans les délais pour déposer sa demande de titre de séjour²⁶. À ce titre, il ne saurait faire l'objet d'une mesure d'éloignement pendant ce délai²⁷. Enfin, le refus de délivrance d'une autorisation de travail opposé par la DIRECCTE porte une atteinte grave et manifestement illégale à l'exigence constitutionnelle d'égal accès à l'instruction puisque « la délivrance, à un jeune majeur de 18 ans qui a été confié à l'aide sociale à l'enfance, de l'autorisation de travail prévue par les dispositions précitées de l'art. L. 5221-5 c. trav., n'est pas subordonnée au dépôt préalable d'une demande de titre de séjour »²⁸.

Si « la logique pour les mineurs non accompagnés, s'engageant dans des formations, est qu'ils puissent, au bout de deux ans, continuer à travailler en France si tout s'est bien passé »²⁹, ne serait-il pas de bon sens qu'un jeune majeur, qui a été confié à l'aide sociale à l'enfance et qui a débuté une formation qualifiante, soit autorisé à travailler jusqu'au dépôt de sa demande de titre de séjour dans l'année qui suit son dix-huitième anniversaire ?

(15) CESEDA, art. L. 313-15 (futur art. L. 435-3).

(16) CE, 2^e-7^e ch. réun., 11 déc. 2019, n° 424336, Lebon.

(17) CE, 2^e-7^e ch. réun., 11 déc. 2019, n° 424336, préc.

(18) V. note 15.

(19) CE, 7^e-2^e ch. réun., 27 mai 2020, n° 436984, Lebon.

(20) Art. 2 du protocole n° 1 additionnel de la Convention : « Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction ».

(21) CEDH, 27 mai 2014, *Velyo Velez c/ Bulgarie*, n° 16032/07.

(22) CEDH, 21 juin 2021, *Ponomaryovi c/ Bulgarie*, n° 5335/05.

(23) Art. 13 du Préambule de la Constitution du 27 oct. 1946.

(24) TA Rouen, 30 juill. 2020, n° 2002931.

(25) CAA Lyon, 5^e ch., 26 avr. 2018, n° 17LY04085.

(26) CE 12 nov. 2001, n° 239794, Lebon ; CE 7 mai 2003, n° 250002.

(27) CE 1^{er} juill. 2020, n° 425972.

(28) TA Rouen, ord., 30 juill. 2020, n° 2002931.

(29) Propos tenus par M^{me} Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le 8 janv. 2021 : www.macomune.info/apprenti-guineen-menace-dexpulsion-a-besancon-la-position-delisabeth-borne/

LE DROIT AU SÉJOUR DES RESSORTISSANTS BRITANNIQUES ET DE LEUR FAMILLE

par Morade Zouine
Avocat au barreau de Lyon

Le 29 mars 2017, le Royaume-Uni a souverainement décidé de quitter l'Union européenne à l'issue d'un référendum qui a déchaîné les

passions.

La date des effets de ce Brexit a connu de nombreux

atermolements avant que l'accord « sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique » soit signé le 31 janv. 2020.

Ainsi, près d'un demi-siècle d'intégration européenne a pris fin, et le pays n'est désormais plus un État membre, ce qui signifie la fin de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux entre le Royaume-Uni et l'Union.

Le pays s'est par ailleurs retiré de l'ensemble des politiques et de tous les accords internationaux conclus par l'Union, et notamment du programme Erasmus+ 2021-2027.

Les ressortissants britanniques et les membres de leur famille, y compris ressortissants d'un État tiers, jouissaient jusque-là de la libre circulation et du libre séjour sur le territoire des États membres de l'Union en application de la directive n° 2004/38/CE du 29 avr. 2004.

■ Dispositions transitoires

L'accord précité prévoit des dispositions transitoires permettant d'éviter une rupture brutale du droit au séjour des citoyens britanniques.

Il sera rappelé qu'un citoyen de l'Union européenne n'est pas tenu de détenir un titre de séjour s'il s'installe dans un autre État que celui de sa nationalité, à condition de respecter les conditions régissant le droit au séjour de plus de trois mois prévues par la directive précitée :

- soit exercer une activité professionnelle salariée ou non salariée (ou avoir exercé une telle activité et être inscrit comme demandeur d'emploi) ;
- soit disposer de ressources suffisantes pour soi-même et sa famille, ainsi que d'une assurance maladie ;
- soit suivre des études ou une formation professionnelle, et disposer d'une assurance maladie ;
- soit être membre de la famille d'un ressortissant britannique installé en France avant le 31 déc. 2020 et y disposant d'un droit de séjour (conjoint, partenaire, enfant, ascendant ou membre de famille pris en charge ou faisant partie du ménage d'un ressortissant britannique).

En application de l'accord du 31 janv. 2020, les ressortissants britanniques et les membres de leur famille qui résidaient en France avant le 31 déc. 2020

conservent leurs droits acquis en tant que citoyens européens.

En revanche, ils sont tenus de solliciter la délivrance de titres de séjour spécifiques portant la mention « accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE » avant le 1^{er} juill. 2021, l'obligation de détenir ce titre étant applicable à compter du 1^{er} oct. 2021.

Le ministère de l'intérieur a créé à cet effet un service en ligne⁽¹⁾ dédié, qui permet ensuite aux demandeurs d'être convoqués à la préfecture compétente au regard de leur département de résidence pour se voir délivrer le titre en question.

La France a publié un arrêté du 20 nov. 2020 (NOR : INTV2029220A) « fixant la liste des pièces à fournir par les ressortissants britanniques et les membres de leur famille pour la délivrance de la carte de séjour ou du document de circulation portant la mention "Accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE" » afin de préciser les modalités de cette démarche.

Ce titre de séjour est d'une durée de cinq ans (pour les personnes résidant en France depuis moins de cinq ans) ou de dix ans (pour celles y résidant depuis plus de cinq ans).

Il sera précisé que les ressortissants britanniques et leur famille, titulaires d'un titre de séjour acquis en leur ancienne qualité de citoyens européens, devront également effectuer une nouvelle demande de titre « Accord de retrait » en ligne.

■ Sort des ressortissants britanniques entrant en France à partir du 1^{er} janv. 2021

En revanche, les ressortissants britanniques et leurs familles, qui s'installeront en France à compter du 1^{er} janv. 2021, seront soumis aux dispositions du droit commun et devront solliciter la délivrance d'un titre de séjour directement en préfecture. Considérés comme ressortissants d'un État tiers, ils subiront les mêmes restrictions que tout autre ressortissant en application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

Par exception, les membres de la famille venant rejoindre, à partir du 1^{er} janv. 2021, un citoyen britannique déjà installé en France avant le 31 déc. 2020, bénéficieront d'un visa gratuit et d'un accès à un titre de séjour « Accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne » une fois arrivés en France comme l'accord le prévoit. Enfin, les ressortissants britanniques conservent le bénéfice d'une dispense de visa de court séjour et sont donc admis à entrer sur le territoire de l'Union européenne pour des séjours inférieurs à quatre-vingt-dix jours sans avoir à solliciter la délivrance d'un visa. Ils devront en revanche solliciter un visa de long séjour s'ils souhaitent effectuer un séjour d'une durée supérieure.

Les ressortissants britanniques et leurs familles, qui s'installeront en France à compter du 1^{er} janv. 2021, seront soumis aux dispositions du droit commun et devront solliciter la délivrance d'un titre de séjour directement en préfecture

(1) <https://contacts-demarches.interieur.gouv.fr/brexit/brexit-demande-titre-sejour>